

الهجرة والتنمية
الهجرة والتنمية
MIGRATIONS &
DÉVELOPPEMENT



ÉTUDE SOCIOLOGIQUE

ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS ET DES BESOINS DANS LES ZONES AFFECTÉES PAR LE SÉISME

Réalisée par Pr. Abdellah SAAF & M. Kacem EL BASTI
Septembre 2025



TABLE DES MATIERES

1	- BIOGRAPHIE DE L'ÉQUIPE	3
2	- INTRODUCTION & CADRE MÉTHODOLOGIQUE	4
3	- CONSTATS SUR LE POSTULAT D'ATTENTISME	13
4	- ANALYSE DES MUTATIONS	21
5	- DYNAMIQUES DU TERRITOIRE : BESOINS ET FORCES MOBILISABLES	29
6	- CONCLUSION	50
7	- RECOMMANDATIONS	55

1 - BIOGRAPHIE DE L'ÉQUIPE

Pr. Abdellah Saâf : Professeur émérite de science politique, ancien ministre et figure académique majeure des sciences sociales au Maroc, le Pr. Abdellah Saâf a assuré, dans le cadre de cette étude, une fonction de supervision scientifique et de garantie épistémologique. Son rôle s'est inscrit dans une posture de lecture macrosociale et critique des transformations observées dans les territoires affectés par le séisme, en veillant à l'articulation entre faits empiriques, cadres théoriques et enjeux de politiques publiques.

Son apport s'est concentré sur la structuration cognitive de l'analyse : mise en perspective des mutations sociales post-catastrophe, interrogation du rapport État–citoyens–société civile, et clarification des tensions entre assistanat, gouvernance publique et autonomie communautaire. À travers cette posture, il a contribué à inscrire les résultats du diagnostic dans une réflexion plus large sur la résilience territoriale, le développement social et la reconstruction du lien civique.

M. Kacem El Basti : Etudiant chercheur en sociologue et praticien de terrain, Kacem El Basti a assuré la conception opérationnelle, la conduite méthodologique et l'analyse empirique du diagnostic. Il a porté le versant pragmatique et expérientiel de l'étude, en interaction directe avec les acteurs des territoires concernés. À travers l'animation des focus groups, la conduite des entretiens et l'analyse qualitative des données, il a documenté les transformations concrètes des postures communautaires, les logiques d'attente, les formes d'initiative émergentes et les conditions réelles de l'engagement local.

Son apport a été déterminant dans la traduction des constats de terrain en recommandations actionnables, réalistes et adaptées aux capacités locales. Cette démarche, ancrée dans l'écoute active et la co-construction, confère à l'étude une valeur de diagnostic-action, directement mobilisable par M&D, les décideurs, les partenaires nationaux et internationaux et les acteurs associatifs.

2 - INTRODUCTION & CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Le séisme du Haut Atlas du 8 septembre 2023 (magnitude 6,8 à 6,9), le plus puissant enregistré au Maroc, constitue un analyseur social majeur : au-delà de la destruction matérielle, il met à nu des vulnérabilités latentes et recompose durablement les équilibres politiques, économiques et culturels des territoires. Dans le Haut-Atlas et les provinces avoisinantes (dont Taroudant), le choc a engendré un bilan humain extrêmement lourd (environ 2 946–2 960 morts et plus de 5 600 blessés) et une affectation de plus de 2,8 millions de personnes, dont environ un million directement touchées dans les deux provinces principales, avec environ 500 000 habitants déplacés. Sur le plan matériel, on dénombre plus de 40 000 maisons endommagées et environ 19 000 effondrées (certaines estimations portent sur plus de 50 000 en zones enclavées). Les pertes économiques sont évaluées à environ 7 Milliards de dollars (soit 0,24 % du PIB national). Au-delà des chiffres, la catastrophe reconfigure les rapports communautaires et accentue les attentes envers les pouvoirs publics dans une région où la résilience reposait sur des solidarités coutumières déjà éprouvées par l'enclavement, la rareté hydrique et la marginalisation des territoires de montagne.

La comparaison internationale éclaire les dilemmes de la reconstruction. Le séisme de L'Aquila (Italie, 2009) met en évidence les limites d'une reconstruction hyper-centralisée : en monopolisant la gestion, l'État a marginalisé les initiatives locales, affaibli le tissu associatif et alimenté un assistanat structurel. À l'inverse, des régions italiennes dotées de traditions coopératives et civiques ont montré que l'activation du capital social favorise une sortie de crise plus autonome. En Turquie (1999, 2023), une tension apparaît entre l'hypermobilisation initiale de la société civile et la reprise en main étatique ultérieure, qui tend parfois à freiner l'autonomie communautaire ; pourtant, associations de proximité et réseaux spontanés ont souvent pallié les lenteurs administratives. Le cas de la Syrie (2023), dans un contexte d'institutions fragilisées par la guerre, souligne le rôle décisif de la résilience civique : 8 500 décès, 6–9 millions de personnes affectées, et environ 5 Milliards de \$ de pertes (environ 10 % du PIB). L'auto-organisation (réseaux communautaires, initiatives locales, solidarité de la diaspora) y a compensé les défaillances étatiques et internationales.

Ces comparaisons font émerger un dilemme universel : comment articuler une aide institutionnelle nécessaire sans étouffer les capacités locales de résilience¹ ? Rapporté au Maroc, le Haut-Atlas se singularise par la force de ses solidarités coutumières (familiales, tribales, civiles, religieuses) et, simultanément, par leur fragilité face à l'ampleur du désastre et à l'enclavement. Contrairement à L'Aquila en Italie qui a connu un fort tremblement de terre en 2009, et où la société civile a été marginalisée par la bureaucratie, on observe ici une recherche d'équilibre entre coutumes d'entraide et opportunités offertes par le soutien national et international. En comparaison avec la Turquie, dotée d'un ancrage associatif urbain robuste, le contexte montagnard marocain montre une résilience davantage adossée à des pratiques coutumières qu'à des organisations formelles, ce que confirme l'observation récurrente d'une montagne longtemps marginalisée². Dès lors, le Haut-Atlas devient un laboratoire pour penser l'articulation coutume/modernité, entraide/politiques publiques, et pour concevoir une reconstruction à double dimension : matérielle (infrastructures) et immatérielle (capacités sociales, symboliques et culturelles) afin de viser une autonomie durable basée sur la coconstruction.

S'inscrivant dans l'intuition de Mauss sur l'« événement social total » (1925/2012), l'analyse embrasse conjointement les dimensions matérielles (habitat, réseaux vitaux, ressources), symboliques (sentiment des pertes, récits, horizons d'attente) et institutionnelles (rôles de l'État, collectivités, associations, organisations communautaires). Elle intègre la stratification des inégalités territoriales, l'histoire longue des économies rurales (autosubsistance,

¹ Dans une perspective sociologique, la résilience désigne la capacité d'un individu ou d'une communauté à faire face à une rupture majeure — catastrophe naturelle, crise économique ou choc social — en mobilisant ses ressources internes et ses réseaux de solidarité pour maintenir une continuité sociale, symbolique et économique. Elle ne se limite pas à la simple survie ou à la reconstruction matérielle, mais implique une recomposition des liens, des normes et des pratiques collectives, traduisant la faculté d'un groupe à se réinventer sans renoncer à son identité. Dans le contexte des sociétés rurales du Haut Atlas, comme le montre la présente étude, la résilience renvoie à la manière dont les populations transforment la catastrophe en opportunité pour reconfigurer leurs institutions coutumières, renforcer les mécanismes d'entraide et négocier un nouvel équilibre entre autonomie communautaire et soutien institutionnel (Wisner et al., 2004 ; Mauss, 1925/2012). Elle s'inscrit donc dans une approche dynamique du social où l'adaptation, la coopération et la mémoire collective deviennent les piliers d'un développement ancré dans le territoire et dans la durée.

² El Azzouzi, Rachida. (2023, 11 septembre). Au Maroc, « la montagne a été trop longtemps marginalisée ». *Mediapart*. <https://www.mediapart.fr/journal/international/110923/au-maroc-la-montagne-ete-trop-longtemps-marginalisee>

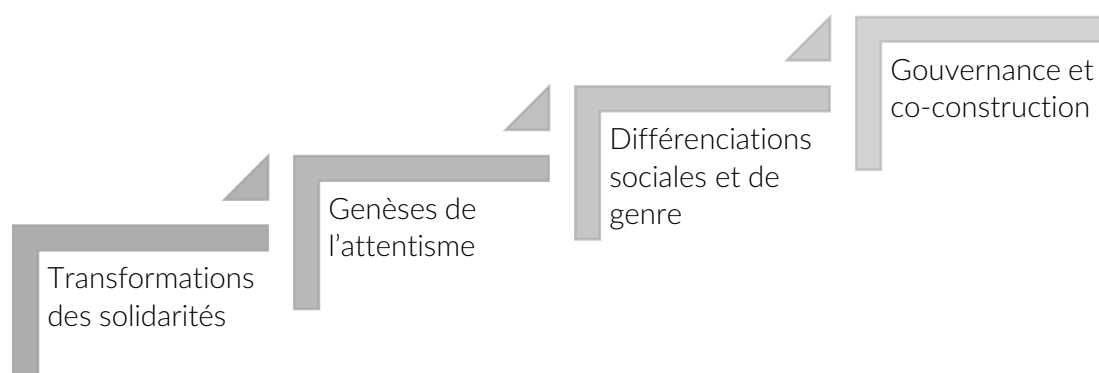
pastoralisme, dépendance à l'eau), l'essor des médiations numériques (smartphones, réseaux sociaux) et la place des acteurs de proximité (associations, coopératives, relais communautaires). Deux raisons justifient l'étude : (1) le séisme reconfigure la relation populations-État-société civile dans un contexte de déséquilibres structurels (Claval, 1995) et de trajectoires différenciées entre massifs (Haut/Anti-Atlas) et plaines ; (2) il provoque un glissement partiel d'une culture d'auto-organisation (entraide, jmaâ) vers une dépendance accrue aux dispositifs d'aide, posant la question de la durabilité d'un modèle de résilience assistée (Wisner et al., 2004). L'enjeu n'est pas la simple remise en état, mais bien la reconfiguration institutionnelle et la co-construction de trajectoires de développement endogène, mobilisant ressources locales, savoirs éprouvés et innovations adaptées.



Problématique

Au cœur du diagnostic, un paradoxe : la phase d'urgence a révélé un capital social dense (chaînes d'entraide, mobilisation associative, improvisations logistiques), tandis que la multiplication des aides et la réaffirmation d'un État protecteur ont parfois installé un régime d'attente, susceptible d'inhiber l'auto-prise en charge et la co-responsabilisation citoyenne. La question n'est pas de dévaluer l'aide, indispensable et légitime, mais d'en qualifier les effets : quand amortit-elle et relance-t-elle l'initiative locale ? Quand devient-elle captatrice, rendant le passage à l'action plus coûteux socialement et politiquement ?

L'étude repose sur une structuration en quatre axes complémentaires



1. Transformations des solidarités : maintien/réinvention/déclin des dispositifs coutumiers (jmaâ, règles ancestrales, entraide) ;
2. Genèses de l'attentisme³ : compréhension des rationalités adaptatives derrière des attitudes d'attente chez des populations historiquement autonomes et résilientes ;
3. Différenciations sociales et de genre : rôles spécifiques des jeunes et des femmes (mobilisations, coopératives, usages numériques), contraintes et ressources différenciées ;
4. Gouvernance et co-construction : modalités d'action publique et d'ingénierie de projet favorisant la transition de l'assistance vers l'autonomie, dans la perspective d'un développement inclusif et durable.

Ces interrogations s'inscrivent dans une critique des politiques descendantes et plaident pour la co-production des trajectoires avec les acteurs locaux, au plus près des savoirs d'usage⁴



Objectifs

L'étude poursuit cinq objectifs complémentaires :

1. Documenter les transformations sociales post-séisme (du collectif coutumier vers des formes individualisées d'action ou d'attentisme, selon les contextes) ;
2. Analyser la dynamique des associations et coopératives (gouvernance, gestion, débouchés, fragilités, marges d'innovation) ;
3. Explorer les perceptions des jeunes et femmes (attentes, frustrations, initiatives, usages numériques comme ressource de visibilité, coordination et plaidoyer) ;

³ Du point de vue sociologique, l'attentisme désigne une attitude collective de dépendance et de passivité face à l'action publique. Dans la phase post-séisme, il se manifeste par le fait que les individus attendent que l'État prenne seul en charge la reconstruction et l'aide, sans initiative locale ni mobilisation communautaire. Ce comportement traduit souvent une culture de dépendance institutionnelle, héritée d'un rapport asymétrique entre citoyens et institutions publiques. Voir : Kadiri, Zakaria. (2024, 29 octobre). Séisme : Kadiri décortique le programme de reconstruction. ENASS. <https://enass.ma/seisme-kadiri-decortique-le-programme-de-reconstruction/>

⁴ Ostrom, Elinor. (2010). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press.

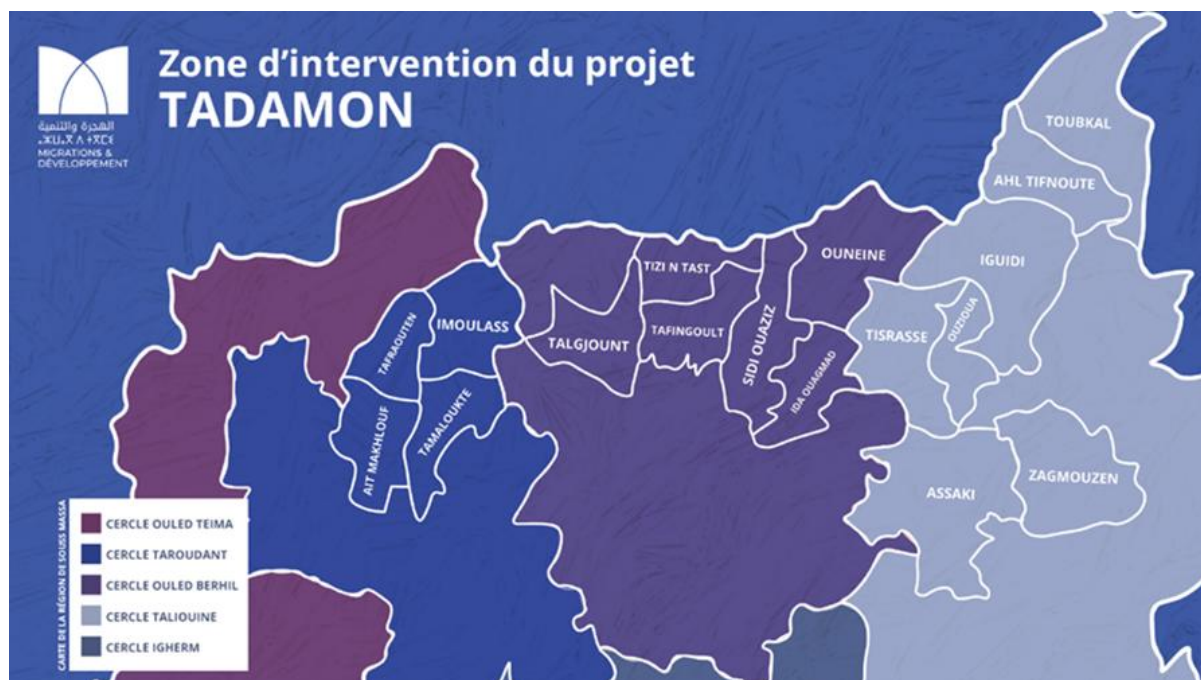
4. Évaluer l'impact des politiques publiques et de l'aide humanitaire (effets protecteurs, inhibiteurs, dépendance, conditions d'activation) ;
5. Formuler des recommandations stratégiques en faveur d'une gouvernance participative et d'une résilience durable, reliant constats de terrain et cadres conceptuels.



Approche méthodologique

Le terrain d'enquête couvre 24 communes rurales du Haut-Atlas et de la province de Taroudant (qui en compte 89), choisies pour refléter la diversité locale et la pluralité des dynamiques sociales. Deux contraintes structurent ces espaces : l'enclavement, lié à la dégradation des infrastructures routières, et la fragilité d'une agriculture vivrière sous pression

hydrique. L'objectif est de comprendre comment ces spécificités écologiques et économiques orientent les trajectoires de reconstruction sociale et reconfigurent les équilibres institutionnels, en particulier dans des territoires de montagne historiquement marginalisés mais porteurs de ressources sociales et coutumières mobilisables.



La collecte de données, menée du 2 au 8 septembre 2025, s'appuie sur 24 entretiens et focus groups (18 individuels, 6 Focus Group) auprès de jeunes, de femmes, de respon-

sables associatifs, d'enseignants, de paysans, de membres de coopératives, de relais communautaires et de représentants de la société civile. L'option qualitative privilégie la profondeur des discours, la variation des profils et la saturation thématique plutôt que la représentativité statistique. Trois blocs thématiques structurent l'investigation : l'organisation associative et la gouvernance locale ; le rapport à l'État et aux aides ; l'économie familiale et les coopératives (débouchés, compétences, formation, obstacles spécifiques femmes/jeunes, liens avec tourisme rural et artisanat).

Le dispositif mobilise des entretiens semi-directifs⁵ pour des discours situés et ouverts, des focus groups⁶ afin de saisir les dynamiques interactionnelles, ainsi qu'une analyse thématique⁷ à visée socio-interprétative⁸ pour coder et agréger les matériaux en réseaux de sens. Conduite en darija et en amazigh puis traduite vers le français, l'enquête répond à une exigence éthique : lever les freins d'expression, sécuriser la parole et éviter les artefacts linguistiques. La validité repose sur la triangulation des sources, l'anonymisation et le consentement éclairé, la diversification des profils/sites, et la reconnaissance de limites assumées visant l'identification de tendances robustes et de configurations typiques utiles à l'action.



Hypothèses

Le diagnostic repose sur trois hypothèses interdépendantes qui éclairent les mutations sociales observées après le séisme. D'abord, le retour d'un État fort⁹ s'accompagne d'une redéfinition profonde des attentes citoyennes. Par la multiplication des programmes d'aide,

⁵ Kaufmann, Jean-Claude. (2011). *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.

⁶ Imbert, Geneviève. (2010). L'entretien semi-directif : À la frontière de la santé publique et de l'anthropologie. *Recherche en soins infirmiers*, 102, 23–34. <https://doi.org/10.3917/rsi.102.0023>

⁷ Bardin, Laurence. (2001). *L'analyse de contenu*. Paris : PUF.

⁸ Blumer, Herbert. (1969). *Symbolic interactionism: Perspective and method*. Englewood Cliffs, NJ : Prentice-Hall.

⁹ Selon Abdellah Saaf, *l'État fort* se définit par sa capacité à concevoir, décider et mettre en œuvre ses propres politiques dans les domaines économique, social et institutionnel, sans dépendance excessive vis-à-vis d'acteurs extérieurs ou de pressions internes. Cette force repose sur une autonomie décisionnelle, une cohérence stratégique, et une capacité d'action durable au service de l'intérêt général. Au Maroc, cette conception s'est traduite par plusieurs initiatives majeures au cours de la dernière décennie : la mise en œuvre du Nouveau Modèle de Développement (2021), qui marque une volonté de repenser la gouvernance économique et sociale à partir de priorités nationales et participatives, sans imitation de modèles étrangers ; la généralisation de la protection sociale (2020-2025), illustrant la capacité de l'État à planifier une réforme structurelle ambitieuse malgré les contraintes budgétaires et les crises successives ; la souveraineté énergétique et industrielle, notamment à travers le développement de l'énergie solaire (Noor Ouarzazate) et de la production locale de vaccins à Benslimane, renforçant l'indépendance stratégique du pays ; la modernisation des infrastructures, telles que le TGV Al Boraq et les zones industrielles de Tanger Med, qui symbolisent un État stratège capable d'anticiper les mutations économiques

la présence visible des autorités et la densité des dispositifs administratifs, l'État s'est imposé comme acteur central de la reconstruction, redéplaçant l'initiative vers l'amont institutionnel. Cette présence, bien que rassurante, recompose le rapport des habitants à la puissance publique : elle transforme la figure du citoyen en bénéficiaire et interroge les conditions d'une participation effective. L'enjeu n'est donc pas tant de mesurer la « bonne dose d'État » que d'en penser l'articulation avec l'activation locale, afin que la proximité des services ne se traduise pas en dépendance mais en catalyseur d'autonomie et de coresponsabilité.

La deuxième et la troisième hypothèses prolongent cette réflexion sur les transformations du lien social. La multiplication des dispositifs d'aide a généré des effets ambivalents : protecteurs à court terme, mais parfois inhibiteurs lorsque les passerelles vers la formation, l'insertion ou la capacitation demeurent faibles. L'attitude d'attente qui en résulte n'est pas une fatalité culturelle, mais une rationalité adaptative face aux coûts sociaux d'une reprise d'initiative¹⁰. Parallèlement, l'essor du numérique : Smartphones, messageries, plateformes, a introduit de nouveaux répertoires d'action individualisés : mise en visibilité de soi, mobilisation ponctuelle, comparaison sociale. Ces usages hybrident les trajectoires personnelles et communautaires, redéfinissant les modes de mobilisation et les attentes envers les associations et les pouvoirs publics¹¹. La résilience devient alors une construction mouvante, à la croisée de la solidarité traditionnelle et des pratiques connectées, où l'autonomie collective se recompose dans un univers d'interactions numériques et institutionnelles en constante redéfinition.

mondiales ; enfin, dans le cadre de la gestion du séisme d'Al Haouz (2023), la réactivité institutionnelle et la coordination entre les forces armées, les ministères et les acteurs locaux témoignent d'un État fort, mobilisant ses ressources pour la reconstruction et la cohésion nationale. Ainsi, l'État fort selon Saaf n'est pas autoritaire, mais capable, c'est-à-dire doté de la volonté politique, de la légitimité sociale et de la compétence institutionnelle nécessaires pour traduire ses décisions en résultats tangibles au service du bien commun. Voir : Saaf, Abdallah. (2020). *L'État au révélateur de la COVID-19*. Rabat : Policy Center for the New South.

¹⁰ Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.

Escobar, Arturo. (1995). *Encountering development: The making and unmaking of the Third World*. Princeton : Princeton University Press.

¹¹ Castells, Manuel. (2000). *The rise of the network society* (2nd ed.). Oxford : Blackwell.

Cardon, Dominique. (2010). *La démocratie Internet : Promesses et limites*. Paris : Seuil.



Ancrage théorique

L'architecture conceptuelle de cette étude s'enracine dans quatre cadres théoriques complémentaires qui permettent d'éclairer la complexité des dynamiques post-sismiques observées. La sociologie des catastrophes offre d'abord un prisme essentiel pour comprendre les séquences d'urgence, de relance et de reconstruction, tout en analysant les cadres d'interprétation locaux et les organisations d'exception qui émergent dans ces moments de rupture. Elle met en évidence la manière dont les sociétés s'ajustent, inventent des dispositifs d'action et réévaluent leurs priorités à la suite d'un choc extrême. Dans cette continuité, la notion de résilience communautaire¹² renvoie à la capacité d'une communauté à absorber l'épreuve, à en tirer des apprentissages et à se transformer sans renoncer à son identité collective. Cette résilience est comprise comme un processus dynamique et relationnel, dépendant

de la qualité des ressources sociales, institutionnelles et écologiques disponibles. Parallèlement, les approches critiques du développement invitent à la prudence face aux effets pervers de l'aide, tels que la captation, le clientélisme ou la déresponsabilisation, et insistent sur la nécessité d'un ancrage endogène des initiatives pour que l'aide se convertisse en véritable capacité d'action. Enfin, la gouvernance participative¹³ constitue le socle normatif d'une reconstruction durable : elle appelle à la co-conception des politiques publiques avec les acteurs de terrain, à l'expérimentation locale et à l'institutionnalisation d'une participation fondée sur la transparence, la redevabilité et des règles claires. Ensemble, ces quatre piliers structurent le cadre analytique de la recherche et permettent d'articuler les dimensions sociales, politiques et éthiques de la résilience post-catastrophe.

¹² Norris, Fran H., Stevens, Susan P., Pfefferbaum, Betty, Wyche, Karen F., & Pfefferbaum, Rose L. (2008). Community resilience as a metaphor, theory, set of capacities, and strategy for disaster readiness. *American Journal of Community Psychology*, 41(1–2), 127–150. <https://doi.org/10.1007/s10464-007-9156-6>

Folke, Carl. (2006). Resilience: The emergence of a perspective for social–ecological systems analyses. *Global Environmental Change*, 16(3), 253–267.

¹³ Fung, Archon, & Wright, Erik. (2003). *Deepening democracy: Institutional innovations in empowered participatory governance*. London : Verso.

Sintomer, Yves. (2007). *Le pouvoir au peuple: Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*. Paris : La Découverte.



Positionnement et apports attendus

La recherche se concentre sur l'évolution des comportements et des besoins dans des zones sinistrées, avec une double ambition :

Cognitive : Offrir une lecture située des transformations post-séisme, sensible aux hétérogénéités intra-territoriales (entre douars, générations, genres) et aux temporalités (urgence / long terme).

Pragmatique : Produire des pistes opérationnelles pour activer les ressources locales, renforcer la capacité d'agir (empowerment) et améliorer la coordination multi-acteurs, en cohérence avec les politiques nationales (dont le Nouveau Modèle de Développement), les dispositifs publics (notamment l'Agence de Développement du Grand Atlas) et l'expertise de la société civile (Migrations & Développement).

L'étude adopte un positionnement de diagnostic-action : ni essentialiser la dépendance, ni l'autonomie, mais identifier les conditions concrètes sous lesquelles l'aide devient levier d'autonomisation.



Structure de l'étude

Le rapport s'organise autour de six grands axes complémentaires :



I. Une introduction qui pose le contexte général, la problématique et les fondements méthodologiques ;



II. Les constats relatifs au postulat de départ, centrés sur la vérification de l'hypothèse d'attentisme et ses manifestations locales ;



III. L'analyse des mutations mettant en lumière les effets et les transformations induites par ce constat sur les dynamiques territoriales ;



IV. L'étude des dynamiques du territoire, identifiant les besoins, les ressources et les forces mobilisables pour la reconstruction ;



V. Une conclusion synthétisant les principaux enseignements de l'enquête,



VI. Un ensemble de recommandations opérationnelles destinées à éclairer les politiques publiques et les stratégies d'action des acteurs locaux.

3 - CONSTATS SUR LE POSTULAT D'ATTENTISME

L'étude des transformations sociales post-séisme dans le Haut-Atlas et la province de Taroudant invite à repenser le lien entre espace, vulnérabilité et dynamiques communautaires. Le séisme de septembre 2023 a révélé des fragilités accumulées : asymétries de développement, enclavement et dépendance à une économie de subsistance. Dans la perspective de la sociologie des catastrophes¹⁴, la crise enclenche des recompositions institutionnelles et identitaires différenciées : le Haut-Atlas vivrier/pastoral n'évolue pas comme l'Anti-Atlas ni les zones périurbaines du Souss, plus connectées aux

flux migratoires et au marché.

Ces contrastes pèsent sur la résilience : là où migration et ouverture fournissent des ressources, l'autosuffisance communautaire ailleurs rend le choc plus désorganisateur. Le séisme fonctionne ainsi comme une épreuve¹⁵ qui reconfigure les équilibres : relances de solidarités locales d'un côté, attentes accrues vis-à-vis de l'État et de l'aide de l'autre. Le territoire devient un laboratoire des tensions entre héritage coutumier, modernisation institutionnelle et mutations socio-économiques.

De la Jmaa aux associations

Les sociétés rurales marocaines se structuraient autour de la jmaâ (régulation locale, gestion des ressources, arbitrage) ; la montée des associations depuis les années 1980-1990 a déplacé l'équilibre vers des logiques de financement, de reconnaissance administrative et parfois d'alignement électoral.

L'entraide coutumière est désormais concurrencée par des associations d'efficacité inégale : certaines mobilisent durablement, d'autres restent ponctuelles et dépendantes d'apuis externes. En termes de capital social¹⁶, la solidarité « liant » (cohésion interne) domine dans les contextes traditionnels, tandis que la solidarité « reliant » (ouverture partenariale)

¹⁴ Quarantelli, Enrico Louis. (2005). *Catastrophes are different from disasters: Some implications for crisis planning and managing drawn from Katrina. Understanding Katrina: Perspectives from the Social Sciences*. Social Science Research Council.

Tierney, Kathleen. (2019). *Disasters: A sociological approach*. Medford, MA : Polity.

¹⁵ Boltanski, Luc. (1990). *L'amour et la justice comme compétences : Trois essais de sociologie de l'action*. Paris : Métailié.

¹⁶ Putnam, Robert David. (1993). *Making democracy work: Civic traditions in modern Italy*. Princeton : Princeton University Press.

caractérise les espaces connectés, au prix d'un risque de dépendance. Le double défi consiste à éviter l'instrumentalisation opportuniste et à professionnaliser gouvernance et transparence pour convertir la solidarité d'urgence en capital social durable soutenant des projets structurants.

Etat, aide et nouvelles attentes Les focus groups soulignent le rôle déterminant de l'État en post-séisme : indemnisations, subventions et programmes de reconstruction ont répondu à l'urgence, tout en redéfinissant la relation populations-institutions.

On observe un déplacement des attentes¹⁷ : des communautés historiquement auto-organisées conçoivent davantage l'État comme garant principal de l'avenir récent. Le retour d'un État fort, visible, protecteur, procédural, rassure et légitime, mais peut nourrir un attentisme où l'on se voit davantage bénéficiaire que co-acteur. Cette ambivalence renvoie aux limites des approches top-down¹⁸ : sans participation active, l'aide risque d'entretenir une logique de consommation plus que d'autonomisation. L'enjeu est d'équilibrer citoyenneté-droits et citoyenneté-action, en articulant la force publique à l'activation locale.

Agriculture vivrière, eau et infrastructures Les mutations sociales s'ancrent dans l'économie matérielle des territoires. Dans le Haut-Atlas, l'agriculture vivrière, déjà fragilisée par sécheresse, érosion et nappes épuisées, a subi la destruction de terrasses et la perturbation de l'irrigation. L'eau devient l'enjeu structurant de la résilience : elle conditionne cultures, élevage et stabilité des ménages ; sans règles locales claires et équitables, la relance reste précaire. Huit entretiens sur vingt-quatre insistent aussi sur la RN10 Taroudant–Marrakech : au-delà d'un axe de circulation, elle est perçue comme levier de désenclavement et de développement ; en fluidifiant les échanges, elle renforce l'agriculture, l'artisanat, les services et le tourisme écologique, connectant les douars à la dynamique nationale et ouvrant des perspectives économiques et sociales intégrées.

Education, mobilité et infrastructures sociales Les discussions menées dans les 24 collectivités territoriales, champ de l'étude, confirment le rôle décisif de l'éducation comme levier de résilience et de reconstruction. Les villageois interrogés insistent sur la nécessité

¹⁷ Leresche, Jean-Philippe, & Nahrath, Stéphane. (2007). *Gouvernance territoriale : L'action publique à l'épreuve de la coordination*. Paris : L'Harmattan.

¹⁸ Escobar, Arturo. (1995). *Encountering development: The making and unmaking of the Third World*. Princeton : Princeton University Press.

de renforcer les infrastructures scolaires, d'assurer un transport fiable et d'élargir le réseau des Dar Talib et Dar Taliba, essentiels pour les élèves issus de villages isolés. Ces structures réduisent les risques de décrochage et offrent un cadre collectif propice à la socialisation, à la discipline et à l'autonomie.

Elles ne sont pas seulement des espaces d'hébergement, mais de véritables capitaux institutionnels¹⁹ compensant les inégalités rurales. Cependant, leur impact reste limité sans accompagnement pédagogique et psychosocial. L'éducation dépasse ici la dimension individuelle : elle constitue une condition de l'égalité des chances et une *capabilité*²⁰ permettant aux jeunes de se projeter dans un avenir autre que la survie.

Malgré leur importance, les Dar Talib/Dar Taliba souffrent d'un manque de places, de conditions matérielles inégales et d'un déficit d'encadrement éducatif. « *Il y a des enfants qui veulent continuer, mais il n'y a pas de place* » -FG4. La surcharge, l'entretien insuffisant ou une alimentation monotone démotivent les élèves. Comme le résume un acteur local : « *Les Dar Talib sont utiles, mais sans activités, ce ne sont que des dortoirs* » - Entretien 12. Le transport scolaire rencontre lui aussi des fragilités : routes endommagées, pannes fréquentes, retards dus aux intempéries, accroissant la fracture éducative entre villages centraux et hameaux enclavés. Cette inégalité géographique se traduit par un coût social élevé et un décrochage scolaire accru.

La dimension numérique demeure embryonnaire. Si les élèves utilisent parfois les smartphones pour apprendre, l'absence d'équipements, la cherté de la connexion et la faiblesse du réseau freinent toute intégration du numérique dans l'enseignement. Comme le montrent Miller et al.²¹, les technologies, loin de corriger les inégalités, peuvent les reproduire. Sans infrastructures physiques et numériques articulées, l'école rurale reste confinée à une éducation minimale.

Au-delà du savoir, l'école est perçue comme un symbole de reconnaissance et de dignité sociale. Scolariser ses enfants devient un acte collectif de projection vers la modernité : «

¹⁹ Bourdieu, Pierre. (1979). *La distinction : Critique sociale du jugement*. Paris : Minuit.

²⁰ Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.

²¹ Miller, Daniel, Costa, Elisabetta, Haynes, Nell, McDonald, Tom, Nicolescu, Razvan, Sinanan, Jolynna, Spyer, Juliano, Venkatraman, Shriram, & Wang, Xinyuan. (2016). *How the world changed social media*. Londres : UCL Press.

Quand notre fils va au lycée, ce n'est pas seulement pour lui, c'est pour tout le village ».(FG6). Chaque réussite scolaire est vécue comme une victoire communautaire, chaque abandon comme une blessure sociale. Mais la scolarisation, notamment des filles, se heurte à des arbitrages entre sécurité, coût et utilité perçue : « *Si le transport ne vient pas, si le foyer est trop loin, on préfère qu'elles restent à la maison* » -E17. Les jeunes expriment aussi une ambivalence : l'école promet ouverture et ascension, mais déçoit quand les diplômes n'offrent pas d'emploi.



On étudie, mais après on revient sans travail -E22.

Pour transformer cette tension entre espoir et désillusion, plusieurs acteurs recommandent de lier formation et initiatives locales : Artisanat, numérique, coopératives, afin que l'éducation devienne un pilier du développement territorial et de la résilience sociale. Elle ne doit pas seulement transmettre des savoirs, mais donner sens, ancrage et perspectives aux communautés, en leur permettant de reconstruire un avenir fondé sur leurs propres capacités et aspirations.

Rôle des femmes, : Coopératives, potentialités et limites

La place des femmes dans la reconstruction post-séisme du Haut Atlas s'affirme comme un levier essentiel de résilience sociale et économique. Leur mobilisation, notamment à travers les coopératives, traduit une dynamique d'autonomisation économique, symbolique et identitaire. Ces espaces hybrides permettent aux femmes de quitter partiellement la sphère domestique pour accéder à une visibilité publique. Toutefois, si certaines coopératives favorisent une réelle autonomie, d'autres demeurent fragilisées par une gouvernance limitée, la dépendance aux subventions et le manque de diversification. L'exploration de modèles plus souples, tels que les Groupements d'Intérêt Économique (GIE) ou les associations de production communautaire, pourrait renforcer la durabilité et l'intégration territoriale de ces initiatives.

Les limites sont bien connues : débouchés commerciaux faibles, revenus irréguliers et accompagnement institutionnel discontinu. « *On fabrique beaucoup, mais vendre est un autre problème* », confiait une participante -E18. Cette fragilité confirme les analyses de Granovetter²²: sans réseaux économiques solides, les coopératives restent en marge du marché. L'aide ponctuelle forme les femmes mais ne les insère pas durablement dans des circuits

²² Granovetter, Mark Sanford. (1985). Economic action and social structure: The problem of embeddedness. *American Journal of Sociology*, 91(3), 481–510. <https://doi.org/10.1086/228311>

de valeur. Le potentiel reste pourtant réel : diversification vers l'artisanat, les produits de terroir et le tourisme rural. Les femmes réclament surtout un accompagnement stratégique et logistique.



***Nous voulons travailler,
innover, mais seules, c'est
impossible*** - FG3.

Leur empowerment, au sens de Kabeer²³, demeure incomplet : le capital symbolique acquis²⁴ peine à se convertir en capital économique. L'enjeu n'est plus de multiplier les coopératives, mais d'assurer leur ancrage dans des chaînes de valeur territoriales stables, garantes de revenus réguliers et d'une reconnaissance sociale durable.

L'artisanat féminin illustre ce paradoxe. Il exprime à la fois l'identité culturelle et la mémoire collective : Tapis, poteries, broderies, huile d'argan, mais reste économiquement vulnérable. « *Beaucoup parlent de tourisme, mais il manque les routes et les organisations touristiques qualifiées* », remarque une artisane - E22. Le potentiel d'ouverture touristique se heurte à l'absence d'infrastructures et de marchés structurés. Les ventes restent dépendantes des foires et festivals, confirmant le « non-encastrement » économique décrit par Granovetter²⁵. Une autre participante ajoute : « *Nous savons publier nos produits, mais vendre reste difficile* » -E3. Le numérique, perçu comme vitrine, n'assure pas la rentabilité faute de logistique et de marketing. Sans appui institutionnel en design, communication et distribution, l'artisanat demeure une économie de survie, alors qu'il pourrait, selon Porter²⁶, s'intégrer à une chaîne de valeur territoriale. L'artisanat ne doit pas être réduit à un folklore, mais considéré comme une ressource vivante capable de générer autonomie et fierté.

Le cœur du problème n'est ni la motivation ni le savoir-faire, mais l'absence de suivi continu et d'écosystème structuré. Les coopératives produisent du capital social et symbolique : confiance, dignité, visibilité, mais sans conversion économique. « *Nous travaillons beaucoup, mais vendre les produits reste très difficile* », résume une artisane - Entretien 11. Cette

²³ Kabeer, Naila. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435–464.

²⁴ Bourdieu, Pierre. (1979). *La distinction : Critique sociale du jugement*. Paris : Minit.

²⁵ Granovetter, Mark Sanford. (1985). Economic action and social structure: The problem of embeddedness. *American Journal of Sociology*, 91(3), 481–510. <https://doi.org/10.1086/228311>

²⁶ Porter, Michael Eugene. (1985). *Competitive advantage: Creating and sustaining superior performance*. New York : Free Press.

précarité féminisée révèle les contradictions d'un modèle de développement souvent imposé « d'en haut » : il valorise les femmes comme gardiennes du patrimoine, sans leur garantir un accès équitable aux ressources économiques. Les coopératives incarnent ainsi la tension entre tradition et modernité, symbolique et économique, autonomie et dépendance.

Les femmes aspirent désormais à un modèle où l'artisanat devient non seulement source de revenus, mais aussi levier de dignité et de reconnaissance sociale, à condition que les infrastructures, formations et partenariats consolident une véritable économie locale. L'artisanat féminin, en ce sens, n'est pas qu'une activité : c'est un langage social de reconstruction, une manière pour les communautés rurales de redéfinir leur place dans la modernité post-séisme.

Les jeunes apparaissent comme un groupe ambivalent, à la fois porteur d'initiatives et exposé au découragement. Le numérique élargit leurs horizons (WhatsApp/Facebook pour « *ne pas se sentir isolés* » et « *apprendre ce que font les autres ailleurs* » - FG4, mais l'exposition continue à des modèles urbains alimente un décalage aspirations/réalités (chômage, pauvreté, rareté d'opportunités), d'où une frustration récurrente : « *Sans accompagnement... ils se découragent* » - FG3. Dans la perspective de Castells²⁷, ces « espaces publics en réseau » demeurent fragiles s'ils ne sont pas encastres dans des dispositifs institutionnels : compétences basiques (publier/partager/se comparer) sans relais vers l'emploi local, déficit de formations (e-commerce, gestion de projet, marketing digital) et maillons logistiques/financiers manquants (paiements, livraison, conditionnement). D'où l'appel récurrent à passer d'un « numérique de la comparaison » à un « numérique de l'action », arrimé à des programmes d'insertion, de formation et d'entrepreneuriat, conformément à Sen²⁸ : les capacités existent mais exigent des conditions institutionnelles favorables.

Cette tension renvoie à la gouvernance. Les matériaux de terrain révèlent une ambivalence vis-à-vis de l'État : efficacité de l'urgence reconnue, mais faible inclusion des habitants dans la définition des priorités.

²⁷ Castells, Manuel. (2000). *The rise of the network society* (2nd ed.). Oxford : Blackwell.

²⁸ Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.



***On nous a aidés rapidement,
sans nous demander ce dont
on avait besoin*** - FG1.

Écho des limites du top-down pointées par Fung & Wright²⁹. Entre présence renforcée de « l'État fort » et concertation limitée, l'assistance devient parfois dépendance ; Ostrom³⁰ rappelle que, sans co-gestion et règles partagées, naissent opacité et inégalités de distribution.

Les jeunes dénoncent l'absence d'espaces délibératifs. C'est toute la dialectique de la confiance : sans transparence et inclusion, la dépendance ne se convertit pas en confiance institutionnelle.



***Nous avons des idées,
mais personne ne
nous écoute*** – FG4.

Le fil rouge des entretiens est la tension assistanat/autonomie. L'aide est vitale dans l'urgence mais, prolongée sans ingénierie d'activation, elle neutralise l'auto-organisation. Les coopératives féminines illustrent ce paradoxe : autonomie symbolique (visibilité, fierté) mais précarité économique faute d'encastrement commercial et d'infrastructures (routes, tourisme, hubs).

Le numérique local est souvent une vitrine non solvable : visibilité sans ventes, compétences sans débouchés. De même, des dispositifs éducatifs (Dar Talib/Dar Taliba) agissent comme capitaux institutionnels, mais leur impact dépend d'un accompagnement pédagogique et psychosocial réel.

Trois implications suivent : (1) limiter la durée de l'assistanat en la couplant à des trajectoires d'activation ; (2) insérer l'autonomie (jeunes, femmes, écoles) dans des écosystèmes viables (logistique, formation, financement, gouvernance) ; (3) réarticuler État-société civile-communautés pour faire des habitants des co-auteurs du développement.

D'où l'exigence d'un pacte territorial : règles opérationnelles co-construites, comités locaux (jeunes/femmes/associations), budgets participatifs, indicateurs publics (emplois, re-

²⁹ Fung, Archon, & Wright, Erik. (2003). *Deepening democracy: Institutional innovations in empowered participatory governance*. London : Verso.

³⁰ Ostrom, Elinor. (2010). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press.

venus, infrastructures), et partenariats public–privé adaptés aux réalités rurales. Cette reconfiguration des champs de pouvoir et des capacités³¹ ancre la résilience dans la co-responsabilité : passer d’une gouvernance de crise à une gouvernance de résilience, transformer la visibilité numérique en valeur économique, et convertir l’aide en tremplin d’autonomie plutôt qu’en régime d’attente.

³¹ Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.

4 - ANALYSE DES MUTATIONS

Dans les territoires du Haut Atlas et de la province de Taroudant, le séisme n'a pas seulement bouleversé les infrastructures : il a redéfini les rapports sociaux, reconfiguré les rôles entre générations et genres, et transformé les formes d'engagement local. L'événement³² agit ici comme un accélérateur de dynamiques déjà présentes : désir de mobilité et de reconnaissance des jeunes, politisation diffuse des femmes à travers les coopératives, émergence d'un référentiel de droits et de services attendus de l'État, mais aussi affaiblissement de l'agir collectif au profit d'une posture de bénéficiaire. L'hypothèse centrale est double : d'une part, jeunes et femmes se trouvent pris entre autonomisation et dépendance à l'aide ; d'autre part, des infrastructures sociales comme le numérique, l'école (et les foyers Dar Talib/Dar Taliba) et le tissu associatif/coopératif conditionnent la conversion des aspirations en capacités effectives d'action. Ces espaces sont porteurs d'une modernité endogène où s'expérimentent de nouvelles formes de solidarité et de reconnaissance, mais leur durabilité dépend de la capacité à articuler apprentissage, inclusion et coordination institutionnelle.

Les entretiens et focus groups montrent qu'un tissu associatif dense et vivant traverse ces territoires : chaque douar compte généralement une association de développement ou de gestion de l'eau, parfois doublée d'une coopérative féminine ou culturelle. Ce dynamisme témoigne d'un capital social local riche, mais il ne produit pas toujours des effets structurels durables, en raison d'une gouvernance peu inclusive, d'une formation limitée en gestion et marketing, et d'un accès restreint aux marchés. Une partie de la jeunesse oscille entre désir d'initiative et sentiment d'attente, exprimant le besoin de dispositifs d'accompagnement, de suivi et d'incubation capables de transformer les idées en projets viables.

³² Mauss, Marcel. (2012). *Sociologie et anthropologie* (Édition originale 1925). Paris : PUF.

« Nous avons des idées, mais personne pour nous guider jusqu'au bout », confie un jeune de Taliouine - entretien 7. Ce constat souligne l'urgence d'un investissement soutenu dans



Avant, on parlait des projets du village ; maintenant, on attend les projets de l'État. Les jeunes ne se réunissent plus pour proposer, ils attendent qu'on leur dise quoi faire – E9.

les capacités humaines et organisationnelles afin que la reconstruction post-séisme devienne aussi une reconstruction sociale et citoyenne.

Le séisme a agi comme un révélateur d'un basculement silencieux : celui du citoyen acteur vers le bénéficiaire de programmes, alimenté par la multiplication des aides publiques et transferts monétaires d'urgence.

Ces dispositifs, nécessaires dans la phase post-catastrophe, ont aussi consolidé des routines d'attente³³. Les discussions menées sur le terrain traduisent une inquiétude : l'initiative locale semble s'effacer au profit d'une logique d'assistance où l'État et ses partenaires deviennent les seuls moteurs du changement. Cette dérive, décrite par Ferguson³⁴ comme une gouvernementalité par l'aide, fragilise la capacité collective à penser et porter le développement par soi-même, réduisant les marges d'expérimentation citoyenne qui faisaient jadis la force des douars.

Pourtant, plusieurs leviers d'activation émergent clairement. Les jeunes expriment un besoin de formation-action en gestion, montage de projet et gouvernance participative. D'autres soulignent l'importance d'une insertion dans des filières concrètes : Agriculture vivrière modernisée, transformation locale, tourisme solidaire, mais ces initiatives demeurent conditionnées par l'accès à l'eau, aux routes et à des procédures administratives plus souples. Un troisième levier réside dans une intégration réelle des jeunes dans les espaces de concertation et de décision locale, encore monopolisés par les élus. Dans cette optique, la théorie des capabilités³⁵ rappelle qu'il ne suffit pas d'octroyer des aides : il faut donner les moyens cognitifs, sociaux et matériels de les transformer en capacités effectives.

³³ Claval, Paul. (1995). *La géographie culturelle*. Paris : Nathan.

³⁴ Ferguson, James. (1990). *The anti-politics machine: "Development," depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

³⁵ Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.

L'école, le transport et les foyers d'élèves (Dar Talib/Dar Taliba) constituent à cet égard une infrastructure sociale essentielle. Ces lieux, bien plus que des hébergements, forment des espaces d'apprentissage collectif et de socialisation, particulièrement pour les filles, ouvrant des trajectoires universitaires et professionnelles inédites³⁶. Enfin, le numérique façonne de nouveaux imaginaires : WhatsApp, Facebook ou Instagram servent à comparer, s'exprimer, se mobiliser, voire vendre. Mais ces usages demeurent précaires sans compétences marketing ni accès à des marchés réels. Dans cette tension entre désir de modernité et contraintes structurelles, la jeunesse rurale incarne à la fois la promesse et la limite d'un développement encore trop piloté « d'en haut ».

Dans les zones rurales touchées par le séisme, la montée en visibilité des coopératives féminines constitue l'un des changements sociaux les plus significatifs. Ces structures, créées ou renforcées dans l'après-crise, représentent à la fois un espace de reconnaissance sociale et une source de revenus modestes, mais surtout une école de citoyenneté³⁷.


***Avant, personne ne nous
connaissait ; maintenant,
quand on va en ville, on dit
que nous sommes de la
coopérative et on nous
respecte davantage*** – E6.

Elles offrent aux femmes une première expérience d'action collective et de légitimité publique. Cette reconnaissance symbolique a une valeur considérable dans des contextes où la visibilité féminine demeure restreinte. Pourtant, la portée économique reste limitée : les circuits de commercialisation sont saturés, les intermédiaires captent l'essentiel de la valeur, les procédures administratives sont lourdes, et les financements trop ponctuels. Beaucoup d'ad-

hérentes dépendent encore de l'allocation sociale mensuelle de 500 dirhams, freinant l'engagement dans des démarches entrepreneuriales autonomes. « *Nous fabriquons beaucoup, mais vendre est un autre problème ; les foires ne suffisent pas et les clients ne reviennent pas* » - entretien 18. Ainsi, l'« empowerment » reste fragile, souvent symbolique

³⁶ Bourdieu, Pierre, & Passeron, Jean-Claude. (1970). *La reproduction : Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Minuit.

Bayat, Asef. (2010). *Life as politics: How ordinary people change the Middle East*. Stanford : Stanford University Press.

³⁷ Goetz, Anne Marie, & Jenkins, Rob. (2005). *Reinventing accountability: Making democracy work for human development*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.

plutôt qu'économique, en l'absence de politiques publiques capables d'intégrer ces coopératives dans des chaînes de valeur stables. Certaines femmes délèguent même la gestion à des tiers tout en travaillant de manière informelle, signe que la formalisation institutionnelle ne suffit pas à garantir l'autonomie.

Le numérique agit comme un nouvel espace d'« empowerment conditionnel³⁸ ». Les femmes s'approprient Facebook, WhatsApp et Instagram pour apprendre à vendre, présenter leurs produits, partager leurs savoir-faire ou se mobiliser. Cependant, cette autonomisation reste dépendante d'un écosystème favorable : il faut des compétences numériques de base (gestion de page, fixation des prix, service client, paiements en ligne), des infrastructures logistiques adaptées et un accès à des marchés réels. Parallèlement, les femmes assument un travail invisible décisif dans l'après-séisme : le soin, l'écoute, la gestion émotionnelle et la socialisation des enfants. Cette dimension du « care » révèle une politique du quotidien souvent négligée par les politiques publiques. Les entretiens mettent aussi en lumière la dimension linguistique du soin : « *Le psychologue venait parler en arabe classique, on ne comprenait pas bien. Il aurait fallu quelqu'un qui parle amazigh* » - entretien 14. La distance linguistique devient distance thérapeutique, entravant la reconstruction intérieure. Comme le rappelle Veena Das³⁹, rebâtir ne consiste pas seulement à reconstruire les murs, mais à restaurer la parole et la sécurité affective. Dans cette perspective, inscrire les services psychosociaux et linguistiquement adaptés parmi les droits fondamentaux renforcerait la cohésion sociale et la capacité collective des femmes rurales.

L'un des constats les plus récurrents issus des entretiens et focus groups concerne le déficit d'inclusion dans la décision locale. Les grandes orientations se décident souvent entre élus et représentants de l'administration, tandis que les associations, les jeunes et les coopératives — pourtant porteurs d'un savoir d'usage et d'une connaissance fine du terrain — sont rarement consultés. Ce sentiment d'être mis à l'écart alimente la défiance et transforme, chez beaucoup, l'énergie d'engagement en une fatigue civique. « *On nous informe quand tout est déjà décidé* », résume un acteur associatif. Cette fracture d'arène publique

³⁸ Cornwall, Andrea, & Edwards, Jenny. (2016). Introduction: Negotiating empowerment. *IDS Bulletin*, 47(1A), 1–10. <https://doi.org/10.19088/1968-2016.123>

³⁹ Das, Veena. (2007). *Life and words: Violence and the descent into the ordinary*. Berkeley : University of California Press.

renforce l'écart entre institutions et citoyens et mine la confiance dans les dispositifs participatifs. La littérature en gouvernance⁴⁰ souligne pourtant que la participation n'est effective que lorsqu'elle combine pouvoir d'agenda, ressources et responsabilités. Autrement dit, la consultation ne suffit pas : il faut transférer une part réelle de pouvoir, permettre la codécision sur des questions concrètes comme la gestion de l'eau, le transport scolaire ou la valorisation des produits locaux.

Sur le terrain, plusieurs acteurs évoquent la nécessité d'un «pacte local», co-écrit entre communes, associations et usagers, définissant des règles simples de gestion partagée des biens communs (eau, pâturages, marchés). Cette approche, inspirée des travaux d'Ostrom⁴¹ et d'Agrawal⁴², repose sur la transparence, la redevabilité et des chantiers visibles, rapides et évaluables. Ces petites réalisations concrètes permettent de restaurer la confiance et de produire des « preuves » de gouvernance partagée. Elles favorisent aussi l'intégration des jeunes et des femmes dans les processus décisionnels, en valorisant leurs savoirs ancestraux et leur connaissance fine des contextes locaux. Ce type de gouvernance pragmatique, fondée sur la coopération et les résultats tangibles, constitue une voie crédible pour reconstruire non seulement des infrastructures, mais aussi un contrat social territorial, où la participation devient une pratique vécue et non un simple mot d'ordre.

Le diagnostic des coopératives féminines et des unités locales de production met en évidence une contradiction structurelle : la production existe, souvent de qualité, mais la mise en marché reste faible, irrégulière et coûteuse. Les circuits de vente reposent encore sur les foires régionales ou sur des ventes occasionnelles, ce qui alimente une « économie d'événement » plutôt qu'un système de revenus stables. Les formations reçues ont permis de renforcer les savoir-faire techniques, mais rarement la capacité de construire une chaîne de valeur cohérente, de la fabrication à la distribution. Le problème n'est donc pas la créativité ou la volonté, mais l'absence de stratégie commerciale, de logistique adaptée et de

⁴⁰ Sintomer, Yves. (2007). *Le pouvoir au peuple: Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*. Paris : La Découverte.

⁴¹ Ostrom, Elinor. (2010). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge: Cambridge University Press.

⁴² Agrawal, Arun. (2001). Common property institutions and sustainable governance of resources. *World Development*, 29(10), 1649–1672. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(01\)00063-8](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(01)00063-8)

structuration collective. Plusieurs femmes le soulignent avec lucidité : « *On produit beaucoup, mais les produits restent souvent dans les cartons* » - entretien 10. La logique de l'offre, non connectée à la demande, aboutit à des stocks dormants et à une lassitude croissante.

L'enjeu consiste désormais à filtrer par la demande et à concevoir des modèles économiques ancrés dans les besoins réels du territoire et des visiteurs. L'artisanat, l'agriculture vivrière améliorée et le tourisme écologique forment une triade potentielle de valeur, à condition d'articuler leurs complémentarités. Dans plusieurs douars, des expériences pilotes associent hébergement rural, circuits de randonnée et vente directe de produits du terroir, esquissant des boucles locales de valeur. Ces initiatives illustrent une vision intégrée du développement : produire, accueillir et vendre dans un même espace. Mais elles se heurtent encore à des contraintes logistiques (routes dégradées, accès à l'eau) et à une complexité administrative décourageante. La future route Taroudant-Marrakech par le col du Tizi N'test est perçue comme un levier majeur de désenclavement et de dynamisation économique, à condition qu'elle s'accompagne d'une stratégie de mise en marché collective : structuration de circuits, points de vente, packaging commun et partenariats avec les hôtels et agences touristiques. Ce passage du « produire » au « vendre » suppose un accompagnement institutionnel durable, une ingénierie commerciale adaptée aux réalités locales et une gouvernance partagée où les coopératives deviennent des actrices de marché à part entière, et non de simples vitrines sociales.

Les dynamiques du Haut Atlas et de la région du Souss/Anti-Atlas ne suivent pas les mêmes rythmes. Les premières demeurent marquées par une économie de subsistance et une forte stabilité résidentielle, tandis que les secondes connaissent une mobilité sociale et spatiale plus élevée, portée par les migrations et la quête de savoir. Ces contrastes façonnent des trajectoires d'adaptation différenciées, où le rapport au changement dépend de la densité des infrastructures, du degré d'ouverture touristique et de la connectivité numérique. Comme l'avait anticipé Berque⁴³ puis Claval⁴⁴, ces différences traduisent la coexistence de plusieurs temporalités de modernisation au sein d'un même territoire : l'une, lente

⁴³ Berque, Jacques. (1955). *Structures sociales du Haut Atlas*. Paris : Presses Universitaires de France.

⁴⁴ Claval, Paul. (1995). *La géographie culturelle*. Paris : Nathan.

et enracinée, fidèle aux logiques communautaires ; l'autre, rapide et individualisante, façonnée par l'école, les médias et le numérique.

De cette rencontre naît ce que les enquêtes appellent un « sujet hybride », à la fois héritier des valeurs collectives et aspirant à une autonomie personnelle accrue. Les jeunes femmes en particulier naviguent entre devoirs familiaux, désir de mobilité et exposition aux modèles de réussite diffusés par les réseaux sociaux. Cette hybridation ne relève pas d'une fracture, mais d'une cohabitation complexe entre le local et le global. Elle invite à penser des politiques différenciées : renforcer l'ancrage territorial là où les structures communautaires restent solides (montagne, artisanat, cultures vivrières), tout en aménageant des passerelles d'intégration (routes, marchés, hubs logistiques et formations numériques) dans les zones plus ouvertes et connectées. L'enjeu est de rendre soutenable la modernisation, non en l'imposant, mais en la négociant, pour que chaque territoire puisse traduire ses ressources propres dans un projet collectif. Cette différenciation des rythmes et des besoins fait du développement un processus pluriel et situé, où l'innovation se conjugue avec la préservation des identités locales.

Les acteurs locaux insistent sur un paradoxe : la multiplication des projets associatifs et des activités ponctuelles (compétitions sportives, campagnes de sensibilisation, formations brèves) ne se traduit pas toujours par un impact durable. Cette « culture du projet » entretient souvent une économie de visibilité (photos, rapports, cérémonies) sans continuité réelle. Comme le notent Moulaert et al.⁴⁵, les projets se succèdent plus qu'ils ne s'additionnent, donnant l'impression d'un mouvement sans direction. Ce constat traverse les entretiens : « *On a l'habitude de lancer des projets, mais jamais d'en mesurer les résultats* » - entretien 8. D'où la nécessité de passer d'une culture de l'annonce à une politique des preuves, où chaque initiative serait évaluée selon des effets concrets sur la scolarisation, les revenus, la gestion de l'eau ou la participation à la décision publique.

⁴⁵ Moulaert, Frank, MacCallum, Diana, Mehmood, Abid, & Hamdouch, Abdelilah. (2013). *The international handbook on social innovation: Collective action, social learning and transdisciplinary research*. Cheltenham : Edward Elgar.

Cette approche pragmatique, inspirée de Hirschman⁴⁶ repose sur des indicateurs simples et observables : fréquence des transports scolaires, taux de décrochage, contrats de vente récurrents des coopératives, économies d'eau grâce à la micro-irrigation, nombre d'ateliers pédagogiques animés dans les Dar Talib/Taliba. Ces « petites victoires » produisent des preuves sociales d'efficacité, qui renforcent la crédibilité des jeunes et des femmes dans l'espace public. Elles montrent que l'action locale peut réduire l'incertitude collective et restaurer la confiance, tout en rendant la gouvernance plus apprenante. En définitive, la durabilité du développement post-séisme ne dépend pas tant du nombre de projets réalisés que de la capacité à démontrer, preuves à l'appui, que l'action collective transforme la réalité vécue.

Les données recueillies dessinent un territoire à la fois vulnérable et inventif, où la jeunesse et les femmes jouent un rôle moteur mais encore inachevé. Les jeunes disposent d'un capital d'idées et d'énergie, mais peinent à trouver les relais institutionnels et économiques qui leur permettraient d'agir durablement. Les femmes, quant à elles, transforment la politique du quotidien en micro-entrepreneuriat social, tout en assumant les charges invisibles de la vie communautaire. Le système d'aide publique a permis de « tenir » pendant l'urgence, mais le véritable défi est celui de la conversion de l'assistance en capacité : passer d'un modèle de dépendance à une dynamique d'autonomie et de coresponsabilité.

La reconstruction matérielle ne peut réussir sans une reconstruction sociale : il s'agit de renforcer les dispositifs qui développent la compétence, la coordination et la confiance. La route Taroudant–Marrakech, les Dar Talib/Taliba, la professionnalisation des coopératives et une gouvernance locale ouverte constituent autant de nœuds structurants pour transformer la résilience en développement durable. En somme, l'avenir du territoire repose sur sa faculté à articuler solidarité, savoir-faire et gouvernance partagée, pour que l'autonomie ne soit plus un idéal abstrait mais une trajectoire concrète, collective et cumulative, où chaque acteur, jeune ou femme, devient non plus bénéficiaire, mais co-auteur du changement.

⁴⁶ Hirschman, Albert Otto. (1970). *Exit, voice, and loyalty: Responses to decline in firms, organizations, and states*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

5 - DYNAMIQUES DU TERRITOIRE BESOINS ET FORCES MOBILISABLES

L'analyse des dynamiques territoriales se situe à la croisée de deux logiques complémentaires : celle de la recherche scientifique, attentive à la compréhension des systèmes d'acteurs et des rationalités sociales, et celle de l'action associative, ancrée dans l'expérience vécue du terrain et la quête de solutions concrètes. Dans le contexte post-séisme, le territoire apparaît comme un espace en tension entre vulnérabilités structurelles et ressources latentes, entre besoins exprimés et capacités mobilisables. Identifier ces dynamiques revient à éclairer la manière dont les communautés locales recomposent leurs équilibres socio-économiques, réinventent des formes d'entraide, et redéfinissent leurs priorités en fonction d'un environnement en mutation. Cette partie s'attache ainsi à mettre en lumière les forces endogènes : sociales, économiques, organisationnelles et symboliques, susceptibles de soutenir un modèle de développement solidaire, tout en révélant les besoins émergents qui appellent un accompagnement institutionnel et partenarial renouvelé.



1- Agriculture vivrière et vulnérabilités structurelles : L'analyse des dynamiques économiques et numériques dans les zones affectées par le séisme du Haut

Atlas offre une clé de lecture centrale pour comprendre la recomposition des équilibres sociaux et productifs dans le Haut Atlas. Au-delà des ruines matérielles, la catastrophe agit comme un révélateur des interdépendances profondes entre économie vivrière, capital social, ressources naturelles, entrepreneuriat local et appropriation du numérique. Ces dimensions forment un système complexe où se superposent vulnérabilités structurelles et émergences d'innovation. Les travaux d'Escobar⁴⁷ rappellent que les catastrophes naturelles, loin d'être de simples ruptures destructrices, peuvent devenir des catalyseurs d'innovation sociale, de recomposition communautaire et de reconfiguration des modèles de développement. Dans les montagnes de Taroudant et du Haut Atlas, cette dialectique est manifeste : si l'économie rurale reste dominée par une agriculture de subsistance fragile et un tissu associatif sous-capitalisé, les technologies numériques et le tourisme solidaire esquisseraient de nouvelles voies d'autonomisation et de diversification. Ainsi, le véritable enjeu n'est pas seulement la reconstruction physique, mais la transition socio-économique vers

⁴⁷ Escobar, Arturo. (1995). *Encountering development: The making and unmaking of the Third World*. Princeton : Princeton University Press.

des circuits productifs durables, capables de combiner préservation écologique, justice territoriale et inclusion numérique.

Le séisme a frappé un territoire historiquement organisé autour du système agropastoral. Comme le souligne le socio-anthropologue marocain Mohamed Mahdi, le Haut Atlas — *Adrar n'dern* — incarne un modèle ancien d'agropastoralisme intégré, où l'élevage, l'agriculture et la solidarité communautaire se fondent sur des équilibres écologiques et sociaux d'une grande subtilité. Ce système repose sur la gestion collective des ressources naturelles, notamment à travers les Agdals, ces pâturages d'altitude gérés selon des règles coutumières de rotation et d'usage partagé⁴⁸. En ce sens, la catastrophe a ébranlé ce que Durkheim aurait appelé un *fait social total*, touchant simultanément l'économie, les liens sociaux, la culture et la mémoire collective. Les habitants du Haut Atlas le disent avec simplicité : « *Nos champs sont là, mais nous n'avons plus les mêmes moyens pour les cultiver, et beaucoup attendent les aides au lieu de travailler comme avant* » - Entretien 12. Cette phrase traduit le basculement d'un système d'auto-organisation communautaire vers une dépendance accrue à l'aide extérieure, conséquence directe de l'effondrement des structures productives et symboliques. Dans cette perspective, tout programme de reconstruction qui se limiterait à la réparation matérielle risquerait de manquer sa cible. Les approches sectorielles (agriculture d'un côté, infrastructures de l'autre) ne peuvent suffire sans une vision intégrée articulant relance de l'agriculture, gouvernance participative de l'eau, valorisation du patrimoine local et inclusion numérique. L'objectif doit être de restaurer la capacité d'action collective plutôt que de reproduire les logiques de dépendance à court terme. Les risques sont multiples : sécheresse chronique, raréfaction des nappes phréatiques, érosion des sols, exode des jeunes. Comme le rappellent Wisner et al.⁴⁹, les catastrophes naturelles fonctionnent comme des révélateurs de crises systémiques plus profondes (sociales, environnementales et institutionnelles). Le séisme agit ici comme un amplificateur d'inégalités et de fragilités latentes, accélérant la transition d'un modèle vivrier

⁴⁸ Guisser, Salima. (2023, 4 octobre). Reconstruction post-séisme : L'approche doit impliquer les populations à toutes les phases. *Aujourd'hui Le Maroc*. <https://aujourd'hui.ma/societe/reconstruction-post-seisme-lapproche-doit-impliquer-les-populations-a-toutes-les-phases>

⁴⁹ Wisner, Ben, Blaikie, Piers, Cannon, Terry, & Davis, Ian. (2004). *At risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*. London : Routledge.

vers une économie incertaine, où la solidarité coutumière peine à résister à la pression de la modernisation.

Au cœur de ces mutations, l'accès à l'eau concentre les tensions et symbolise les défis de la résilience. L'eau, ressource vitale, devient le miroir des fractures sociales et environnementales. Les anciens systèmes d'irrigation (seguias, khetaras, bassins partagés), autrefois gérés par des règles communautaires précises, ont été perturbés, voire détruits. Cette déstabilisation crée des conflits d'usage et une perte de confiance dans les régulations locales.



Avant, chacun savait quand il pouvait irriguer ; aujourd'hui, il y a des disputes parce que les besoins sont plus grands et l'eau est plus rare – E17.

La rareté de l'eau, déjà exacerbée par le changement climatique, devient un facteur de désunion et de compétition entre ménages, entre villages, parfois même entre générations. Or, comme l'a démontré Folke⁵⁰, la résilience des systèmes

locaux dépend de leur capacité à gérer collectivement leurs ressources communes par des institutions flexibles, adaptatives et inclusives. La désorganisation post-séisme révèle combien cette capacité a été fragilisée : la destruction des infrastructures hydrauliques s'accompagne d'une érosion du capital social et d'un affaiblissement des normes de coopération. Les tensions autour de l'irrigation deviennent alors des indicateurs précoces de déséquilibres communautaires, annonçant potentiellement des fractures plus profondes dans la cohésion territoriale.

Ainsi, dans les zones sinistrées du Haut Atlas, les dynamiques économiques et numériques ne peuvent être comprises sans une lecture écosystémique : elles relient l'agriculture, le social, l'environnement et la technologie dans un même continuum. Le défi du développement post-séisme réside dans la capacité à reconstruire non seulement les maisons et les

⁵⁰ Folke, Carl. (2006). Resilience: The emergence of a perspective for social–ecological systems analyses. *Global Environmental Change*, 16(3), 253–267.

routes, mais aussi les liens de solidarité, les règles de gestion collective et les formes d'apprentissage **social** qui permettront aux communautés d'inventer une économie territoriale plus juste, plus résiliente et plus consciente de ses interdépendances.



2- Coopératives et économie solidaire : Les coopératives, et en particulier celles créées et dirigées par des femmes, représentent un véritable laboratoire social du monde rural post-séisme. Elles incarnent des espaces d'expérimentation collective où se construit, souvent à tâtons, une forme d'empowerment, c'est-à-dire l'acquisition progressive de ressources, de compétences et d'une capacité d'action sur les structures sociales.

En mutualisant leurs savoir-faire, les femmes parviennent à produire ensemble des biens artisanaux ou agricoles et à accéder à des sphères de visibilité inédites : foires régionales, réseaux sociaux, partenariats associatifs urbains. Ce mouvement s'accompagne d'une transformation des rôles traditionnels : « *Avant, on restait à la maison ; maintenant, on sort, on apprend, on parle devant les gens* » - Entretien 7. Toutefois, cette dynamique émancipatrice reste fragile. Le manque de formation en gestion et en commercialisation, la dépendance aux foires et aux marchés saisonniers limitent la stabilité financière. « *On fabrique beaucoup, mais vendre est un autre problème ; les foires ne suffisent pas et les clients ne reviennent pas* » - Entretien 18. L'absence de circuits commerciaux structurés empêche la sécurisation des revenus ; la production reste confinée à des marchés de niche et les coopératives demeurent dans une économie de subsistance. Les analyses féministes du développement soulignent depuis longtemps que l'autonomisation économique ne peut se réduire à la simple production : elle suppose le contrôle des conditions de mise en marché, la négociation de prix justes et la consolidation de revenus pérennes. Or, dans les zones rurales du Haut Atlas, les femmes investissent temps et énergie sans pouvoir réellement stabiliser leur activité, prisonnières d'une précarité économique genrée. Cette situation met en évidence la nécessité de politiques d'appui dépassant la rhétorique de l'émancipation morale : il s'agit de construire de véritables écosystèmes économiques durables, fondés sur la formation, l'accès aux marchés et l'accompagnement continu.

Dans cette optique, la professionnalisation de la chaîne de valeur apparaît comme une étape décisive. Comme l'a démontré Porter⁵¹, la compétitivité dépend de la cohérence entre les différents maillons : conception, production, logistique, distribution, communication et service après-vente. Les entretiens confirment ce diagnostic : sans marketing, sans logistique ni partenariats contractuels, les coopératives restent enfermées dans une économie d'opportunité, dépendante des foires de l'économie sociale et solidaire.

« Nous avons suivi des formations, mais sans suivi après, on retombe vite dans les mêmes difficultés » -Entretien 6. Ce propos illustre le caractère transitoire de nombreux dispositifs d'appui, souvent plus symboliques qu'efficaces. Le problème n'est donc pas de créer sans cesse de nouvelles coopératives, mais de consolider celles qui existent, de les doter d'un accompagnement pluriannuel et d'une mise en réseau avec des acteurs publics et privés. En l'absence de cette stratégie, la dynamique coopérative se réduit à un effet de vitrine, utile pour les indicateurs mais incapable de transformer les conditions de vie. Les coopératives doivent être envisagées comme de véritables incubateurs sociaux et économiques, où l'apprentissage par la pratique s'appuie sur un soutien institutionnel stable, des débouchés diversifiés et une vision à long terme. La professionnalisation n'est pas un luxe, mais le socle même de l'autonomie économique : c'est elle qui permet de passer d'une production artisanale éclatée à une offre organisée, visible et compétitive, susceptible de s'intégrer durablement dans les circuits régionaux et nationaux. Ainsi, transformer le potentiel des coopératives féminines en levier de changement social suppose d'articuler empowerment, structuration des marchés et politiques publiques cohérentes. Seule une telle combinaison capable de faire du travail collectif des femmes un moteur de développement durable.

⁵¹ Porter, Michael Eugene. (1985). *Competitive advantage: Creating and sustaining superior performance*. New York : Free Press.



3- Tourisme rural et artisanat : Opportunités et conditions :

- i. Le tourisme et l'artisanat apparaissent dans les témoignages comme deux leviers majeurs de diversification économique, mais leur potentiel reste suspendu à la qualité des infrastructures, à la coordination des acteurs et à la valorisation du patrimoine local. Le territoire du Haut Atlas dispose d'atouts naturels, culturels et humains considérables (paysages, hospitalité, savoir-faire) qui pourraient soutenir un tourisme rural et solidaire, mais ceux-ci demeurent inexploitable faute de routes praticables, d'hébergements sécurisés et d'une gouvernance cohérente. « *Beaucoup parlent de tourisme, mais comment accueillir les visiteurs si les routes sont coupées et si rien n'est organisé ?* » -FG 22. Ce constat illustre le « paradoxe du développement rural » décrit par Leresche⁵² : la richesse potentielle ne produit pas d'effets concrets sans conditions d'accès, de coordination et d'investissement.

Les habitants mesurent le décalage entre leurs ressources (culturelles, artisanales, paysagères) et l'absence d'un cadre institutionnel apte à les valoriser. « *Les visiteurs ne viennent plus comme avant, les routes sont coupées et les maisons d'hôtes endommagées* » - FG 3. Le séisme a aggravé ce déséquilibre, en interrompant les circuits touristiques existants et en fragilisant les acteurs locaux. Ainsi, penser le tourisme comme moteur de diversification suppose de dépasser une vision spontanée et de le concevoir comme un projet collectif, fondé sur des investissements publics, des partenariats privés et une planification territoriale intégrée. Faute de quoi, le discours sur le tourisme demeure un horizon de promesses sans effets durables sur l'économie locale.

⁵² Leresche, Jean-Philippe, & Nahrath, Stéphane. (2007). *Gouvernance territoriale : L'action publique à l'épreuve de la coordination*. Paris : L'Harmattan.

- ii. L'artisanat, quant à lui, représente bien plus qu'une activité économique : il constitue une mémoire vivante, un mode de transmission intergénérationnel et un espace de résistance culturelle. Dans les villages du Haut Atlas et la province de Taroudant, les coopératives féminines incarnent cette articulation entre héritage et modernité. « *L'entrée des femmes dans ce monde coopératif a transformé nos vies. Nous sommes devenues plus autonomes, capables d'acheter ce dont nous avons besoin sans dépendre entièrement des hommes* » -Entretien 7. Ce témoignage illustre l'idée d'empowerment : accroître la capacité d'agir sur sa propre vie, tout en participant à la reproduction du lien social. Mais cette autonomie reste fragile, car les coopératives demeurent isolées, sans formation ni stratégie de commercialisation. « *Nous savons produire, mais nous vendons mal. Nous avons besoin de formations en marketing et de débouchés réguliers* » Entretien 11. Cette remarque met en lumière ce que Porter⁵³ nomme la rupture de la « chaîne de valeur » : la maîtrise de la production ne garantit pas la rentabilité sans logistique, sans communication et sans intégration commerciale. Plusieurs participantes confirment cette fragilité structurelle : « *Pour une coopérative qui réussit, il y en a dix qui échouent. Parce qu'il n'y a pas de formation suffisante, pas de marketing, pas de débouchés. Les produits restent stockés et finissent par se perdre* » - FG 3. Ces propos traduisent une économie de la précarité où la reconnaissance symbolique ne se convertit pas en autonomie matérielle.
- iii. La sociologie économique, notamment à travers Granovetter⁵⁴, rappelle que l'économie artisanale est « encastrée » dans un tissu social : sans réseaux, sans appuis institutionnels, sans débouchés territorialisés, elle s'épuise. De fait, de nombreuses coopératives fonctionnent davantage comme des espaces de socialisation que comme de véritables unités productives.

Les formations ponctuelles, souvent financées par des programmes d'urgence, manquent de suivi. La répétition de ces cycles d'initiation et d'abandon crée une fatigue collective et un sentiment d'inutilité. L'enjeu n'est donc pas de multiplier les créations de coopératives, mais de renforcer celles existantes, d'assurer un accompagnement dans la durée et d'intégrer l'artisanat dans des circuits économiques structurés, notamment touristiques et numériques.

- iv. Dès lors, la valorisation patrimoniale de l'artisanat exige une approche systémique : formation, design, marketing, labellisation, circuits de distribution équitable, foires permanentes et plateformes numériques. Il s'agit de passer d'une logique d'exposition éphémère à une logique de production durable, où la culture devient une ressource économique à part entière. « *Nous ne demandons pas la charité. Nous demandons des outils pour se tenir debout : un espace adapté, une formation utile, un réseau de vente et un petit fonds de roulement* » - Entretien 11. Cette revendication traduit un désir de dignité et d'autonomie. De même, une coopératrice rappelle : « *Nous participons à des formations, mais sans suivi réel. Les besoins sont immenses : matériel, outils, accompagnement administratif et commercialisation* » - Entretien 7. Ces propos renvoient à l'idée de capability développée par Sen⁵⁵ et selon laquelle les compétences ne suffisent pas si les conditions sociales et institutionnelles manquent pour les transformer en opportunités effectives. L'artisanat du Haut Atlas ne peut donc devenir un moteur de développement qu'à condition d'être inscrit dans une stratégie d'ancrage territorial durable, reliant production, tourisme et numérique. Loin d'un folklore ou d'un outil de communication, il doit être reconnu comme une ressource stratégique, porteuse de sens, de valeur et de continuité culturelle. Cette transformation demande une volonté politique, une coordination interinstitutionnelle et une reconnaissance du rôle central des femmes, non plus comme bénéficiaires mais comme actrices du développement.



4- Numérique entre individualisations et nouvelles opportunités : L'irruption du numérique dans les zones rurales touchées par le séisme ne relève pas d'un simple outillage : elle recompose les comportements sociaux et les horizons économiques en provoquant un double mouvement. D'un côté, elle favorise l'individualisation – mise en scène de soi, comparaison permanente, quête de visibilité ; de l'autre, elle ouvre des opportunités collectives d'entraide, de coordination et d'accès à des publics lointains. Pour les jeunes,

⁵³ Porter, Michael Eugene. (1985). *Competitive advantage: Creating and sustaining superior performance*. New York : Free Press.

⁵⁴ Granovetter, Mark Sanford. (1985). Economic action and social structure: The problem of embeddedness. *American Journal of Sociology*, 91(3), 481–510. <https://doi.org/10.1086/228311>

⁵⁵ Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York: Alfred A. Knopf.

les plateformes (Facebook, WhatsApp, Instagram) constituent un « espace public en réseau » au sens de Castells⁵⁶ : elles permettent d'échapper symboliquement à l'enclavement, de se comparer et de projeter des initiatives.



***Grâce à Internet, on voit ce que
les autres font dans les villes ;
on se dit pourquoi pas nous ?***

FG2.

Mais cette vitrine symbolique bute sur des barrières bien concrètes : faiblesse des débouchés, limites d'infrastructure, absence d'intermédiation. L'inégalité n'est pas qu'une affaire d'accès, elle tient aux capacités effectives de conversion de l'usage en bénéfice —

une fracture de seconde génération. Pour les femmes, la publication de tapis, poteries ou plats sur Facebook et WhatsApp vaut d'abord comme reconnaissance et légitimation « *Quand je vois mes produits partagés, je me dis que les gens reconnaissent ce que je fais* » — Entretien 12, sans garantie de monétisation « *Nous savons publier des photos de nos produits, mais transformer cela en ventes est très difficile* » — Entretien 3. L'empowerment demeure partiellement symbolique tant que la logistique, le marketing digital, la livraison et le paiement électronique ne sont pas structurés. Dès lors, le levier numérique ne produit d'effets durables qu'articulé à des hubs physiques (marchés permanents, points de vente), à des partenariats institutionnels (communes, chambres d'artisanat, ONG) et à des plateformes capables de mutualiser la distribution « *Le problème n'est pas Internet, c'est ce qu'on fait après. Il faut un suivi, un accompagnement et des débouchés* » - Entretien 17.

Dans cette perspective, l'inclusion numérique est indissociable de son appropriation sociale et économique.

Les limites de l'e-commerce rural tiennent d'abord à la chaîne logistique : routes endommagées, services de transport irréguliers, coûts d'acheminement élevés, délais peu compatibles avec les attentes en ligne. À ces frictions s'ajoute une faible confiance dans les

⁵⁶ Castells, Manuel. (2012). *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*. Cambridge: Polity Press.

paiements électroniques : l'avance de fonds sans garanties dissuade « *Les clients demandent, mais quand on dit qu'il faut payer d'avance ou attendre longtemps, ils disparaissent* » - Entretien 12.

La temporalité rapide du commerce numérique se heurte à des circuits locaux marqués par la lenteur et l'incertitude. Comme l'observent Miller et al.⁵⁷, les effets sociaux du numérique varient fortement selon les contextes ; ici, sans triptyque logistique–confiance–formation, la visibilité reste un mirage. D'où une exigence claire pour les politiques publiques et les ONG : investir non seulement dans l'équipement, mais dans toute la chaîne de valeur qui rend le numérique opérant — hubs logistiques de proximité, services de livraison adaptés aux zones enclavées, formation au marketing digital et à la relation client. En miroir, les potentialités demeurent substantielles si l'accompagnement suit : la visibilité élargit la clientèle au-delà du village : « *Quand je mets mes tapis sur Facebook, je reçois des messages de gens à Casablanca ou même en France* » - FG 3, les jeunes accumulent un capital de savoirs diffus (prise de vue, montage, gestion de pages), et les groupes WhatsApp renforcent des solidarités organisationnelles « *Grâce à WhatsApp, nous avons pu nous organiser pour vendre ensemble au marché* » - Entretien 17.

Relié aux circuits touristiques, ce maillage peut créer des « boucles locales de valeur » où les réservations et ventes en ligne intègrent directement produits artisanaux et offres d'accueil - une dynamique d'appropriation créatrice.

Cette ambivalence traverse les perceptions recueillies : outil d'émancipation et source de

”
***On voit comment vivent les
jeunes dans les villes, cela
nous motive mais ça nous rend
aus-si tristes*** -FG 4.

désillusion à la fois. Les jeunes disent combien la comparaison avec les urbains motive et attriste tout ensemble, exemplifiant la « domestication des technologies » proposée par Silverstone (1999) : l'intégration du numérique dans le quotidien génère de nouvelles vulnérabilités symboliques. Du côté des femmes,

⁵⁷ Miller, Daniel, Costa, Elisabetta, Haynes, Nell, McDonald, Tom, Nicolescu, Razvan, Sinanan, Jolynna, Spyer, Juliano, Venkatraman, Shriram, & Wang, Xinyuan. (2016). *How the world changed social media*. Londres : UCL Press.

les logiques du souk — marchandage, méfiance, aléas — migrent en ligne « *Nous mettons nos produits en ligne, mais les clients veulent négocier comme au souk...* » - Entretien 18, signe que le numérique reconfigure plus qu'il ne rompt avec les pratiques existantes. L'apprentissage autodidacte demeure fragile « *On apprend seuls sur YouTube, mais ça ne suffit pas pour en faire un travail* » - Entretien 6, et les inégalités se déplacent : maîtrise du français ou de l'arabe standard versus tamazight, captation des outils par les jeunes hommes au détriment de leurs sœurs ou mères. Le résultat est un espace hybride où se mêlent élargissement des horizons et renforcement de certains écarts, valorisation symbolique et stagnation économique, visibilité accrue et reproduction d'inégalités linguistiques, genrées et territoriales.

En somme, le numérique ne peut être pensé ni comme solution magique ni comme simple décor. Pour qu'il devienne un véritable levier d'autonomisation, il doit être traité comme une infrastructure collective : connectivité fiable, lieux d'incubation, plateformes mutualisées, règles de confiance et d'intermédiation, gouvernance incluant effectivement les jeunes et les femmes. À ces conditions, la vitrine se change en marché, l'expression en transaction, et la comparaison en capacité d'agir. Sans elles, la promesse de l'« espace public en réseau » se réduit à une visibilité sans valeur, et la frustration alimente, une fois encore, le sentiment d'écart avec « les modèles d'ailleurs ».



5- Éducation, capital humain et numérique éducatif : Au-delà de l'économie directe, le numérique joue un rôle croissant dans le champ de l'éducation, où il apparaît à la fois comme une promesse et une source de nouvelles inégalités. Dans les zones rurales touchées par le séisme, plusieurs élèves et enseignants expliquent recourir à des plateformes numériques – YouTube, Facebook, parfois Google Classroom – pour accéder à des ressources pédagogiques complémentaires. « *Mes enfants suivent des cours sur Internet, surtout quand il n'y a pas de professeurs dans certaines matières* » - Entretien 17. Cependant, cet usage demeure limité à ceux qui possèdent un smartphone, une connexion stable et les compétences nécessaires pour exploiter ces outils. Cette inégalité d'accès à Internet et à l'équipement crée une véritable fracture numérique éducative : certains élèves parviennent à compenser les lacunes de l'école locale grâce aux ressources en ligne, tandis que d'autres, souvent les plus défavorisés, restent confinés à un système éducatif sous-doté. L'intégration du numérique à l'école rurale demeure embryonnaire : peu d'établissements

disposent d'ordinateurs fonctionnels, d'une connexion haut débit ou de contenus pédagogiques contextualisés en amazigh ou en arabe dialectal. Ce déséquilibre accentue la fracture territoriale entre zones urbaines et rurales, tout en fragilisant davantage les élèves issus des villages enclavés. Or, comme le rappellent Sen⁵⁸ et Nussbaum⁵⁹, l'éducation est une capacité fondamentale, un « bien premier » qui conditionne l'accès aux autres ressources sociales et politiques. Sans un accès équitable à une éducation de qualité, les populations rurales voient leurs perspectives durablement compromises. Les entretiens soulignent ce paradoxe : d'un côté, une forte demande d'apprentissage et d'ouverture par le numérique ; de l'autre, une incapacité structurelle à en tirer pleinement parti. « *On entend parler d'écoles numériques, mais ici on n'a même pas de réseau stable pour les cours en ligne* » - FG 5.

L'articulation entre infrastructures physiques (Dar Talib, transport scolaire, internats pour élèves des douars éloignés) et infrastructures numériques (connectivité, équipements, contenus adaptés) devient une condition essentielle de la résilience éducative. Celle-ci ne peut se limiter à reconstruire les bâtiments : elle suppose de penser comment le numérique peut réduire – ou au contraire accentuer – les fractures sociales existantes. Cette problématique rejoint la notion de « fracture de seconde génération » développée par Van Dijk⁶⁰ : l'accès technique n'est qu'une première étape, et l'enjeu réside dans la capacité à convertir cet accès en apprentissage effectif et durable. Ce débat dépasse la simple question technologique pour renvoyer à la justice sociale et à la capacité des politiques éducatives à offrir aux élèves ruraux les moyens de développer les compétences nécessaires pour s'intégrer dans un monde où le numérique est devenu un passage obligé.

L'éducation dans les zones rurales du Haut Atlas ne peut être comprise sans évoquer le rôle crucial des Dar Talib/Dar Taliba et du transport scolaire, véritables pivots de l'accès à la scolarisation. Ces structures, souvent gérées par des associations locales avec un appui institutionnel limité, permettent aux enfants des douars enclavés de poursuivre leur scolarité au collège ou au lycée. Cependant, les entretiens révèlent de nombreuses fragilités : « *Les dortoirs sont parfois surpeuplés et il n'y a pas toujours assez de moyens pour bien*

⁵⁸ Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.

⁵⁹ Nussbaum, Martha Craven. (2011). *Creating capabilities: The human development approach*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

⁶⁰ Van Dijk, Jan. (2006). *The network society: Social aspects of new media* (2^e éd.). Sage Publications.

nourrir ou encadrer les enfants» Entretien 6. Les parents, tout en reconnaissant l'importance de ces établissements, expriment leurs inquiétudes sur la qualité de la prise en charge, qui dépend largement de financements ponctuels, de dons et du bénévolat. La question du transport scolaire, étroitement liée, accentue ces disparités : faute de navettes régulières, certains élèves parcourent plusieurs kilomètres à pied dans des conditions difficiles, ce qui décourage la poursuite des études, surtout chez les filles. « *Les filles abandonnent plus vite, car le trajet est long et dangereux ; beaucoup de familles préfèrent les garder à la maison* » - FG 3. Cette situation illustre la thèse de Bourdieu⁶¹ sur la reproduction sociale : les contraintes matérielles pèsent plus lourdement sur les groupes vulnérables, ici les filles rurales, consolidant les inégalités éducatives. Les Dar Talib/Dar Taliba, censés corriger ces déséquilibres, deviennent parfois des lieux de ségrégation sociale où l'accès à un hébergement décent dépend de la capacité à payer une cotisation, même minime. Cette dépendance révèle une tension entre la mission publique de ces structures et leur gestion semi-privatisée, qui renforce les inégalités internes. Dans les focus groups, plusieurs jeunes décrivent ces internats comme des espaces ambivalents. Le transport scolaire, de



Au Dar Talib, on apprend à vivre ensemble, on se fait des amis, mais on voit aussi la pauvreté et le manque -FG 4.

son côté, reste tributaire des moyens communaux et du tissu associatif, ce qui le rend instable et inégalement réparti : « *Parfois le bus tombe en panne, alors on rate des semaines de cours* » - Entretien 22. Ces constats rappellent, dans la lignée de Sen⁶², que l'éducation en tant que *capability* ne dépend pas seule-

ment de la motivation individuelle, mais d'un environnement institutionnel garantissant un accès effectif. Ainsi, les Dar Talib/Dar Taliba et le transport scolaire deviennent des révélateurs des inégalités structurelles, où se joue la possibilité même de transformer le droit formel à l'éducation en réalité vécue.

Les inégalités éducatives de genre constituent une dimension transversale qui ressort avec force des entretiens. Si l'accès à l'école s'est amélioré ces vingt dernières années, les filles

⁶¹ Bourdieu, Pierre. (1979). *La distinction : Critique sociale du jugement*. Paris : Minuit.

⁶² Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.

demeurent particulièrement exposées au décrochage scolaire en raison de contraintes à la fois économiques, sociales et culturelles.

Les familles, confrontées à la pauvreté, arbitrent souvent entre la scolarisation des garçons et celle des filles, perçues comme plus vulnérables. « *Beaucoup de familles hésitent à laisser leurs filles marcher seules sur plusieurs kilomètres pour rejoindre l'école* » - FG 5. À cela s'ajoutent des représentations traditionnelles qui continuent d'associer les filles à la sphère domestique. « *Les garçons, on les pousse à continuer, mais pour les filles, on dit qu'elles doivent apprendre à tenir une maison* » - Entretien 18. Ces discours confirment les mécanismes de reproduction sociale selon lesquels les habitus familiaux et les attentes genrées façonnent les trajectoires scolaires. Les internats et le transport scolaire, censés corriger ces obstacles, se révèlent ambivalents : « *Les familles ont peur d'envoyer leurs filles dans un internat, surtout si elles doivent dormir loin de la maison* » -Entretien 6. L'absence de moyens de transport sûrs accentue ce déséquilibre, confinant les filles à la maison alors que leurs frères poursuivent leurs études. Ces inégalités ont des effets cumulatifs : elles limitent l'accès futur au marché du travail et à l'autonomie économique, reconduisant une précarité féminisée. Pourtant, plusieurs jeunes filles expriment une aspiration claire à poursuivre leurs études : « *Moi je veux devenir enseignante, mais si je reste au village, ce sera impossible* » -FG 3. Ces témoignages confirment la thèse de Nussbaum⁶³ selon laquelle l'éducation constitue une *capacité centrale*, élargissant le champ des possibles. Dans le cas du Haut Atlas, les inégalités de genre dans l'éducation ne traduisent pas un manque d'ambition, mais un enchevêtrement de freins matériels et culturels qui verrouillent les trajectoires. Le séisme, en aggravant la précarité des infrastructures et des conditions de vie, risque d'approfondir ces fractures si les politiques éducatives ne tiennent pas compte de la spécificité des besoins des filles rurales.



6- Santé et dignité : une résilience fragilisée : Au cœur des besoins fondamentaux exprimés par les populations, la santé apparaît comme un champ de fragilité majeur. Dans de nombreuses communes de montagne, l'insuffisance criante des infrastructures sanitaires (centres de santé fermés, éloignement des hôpitaux de référence, manque

⁶³ Nussbaum, Martha Craven. (2011). *Creating capabilities: The human development approach*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

de personnel et de matériel) s'est brutalement révélée après le séisme. La crise sanitaire post-catastrophe a exacerbé les vulnérabilités existantes : difficultés d'accès aux soins d'urgence, absence de suivi psychologique, ruptures dans la continuité des traitements chroniques, et dégradation des conditions d'hygiène dans les abris temporaires. Ces carences ne sont pas seulement techniques ; elles touchent à la dignité même des habitants, contrainte par le manque d'intimité, la rareté de l'eau et la promiscuité. Les femmes, en particulier, ont été plus lourdement affectées : leurs besoins spécifiques (santé reproductive, accompagnement périnatal, accès sécurisé aux espaces d'hygiène) sont restés souvent invisibilisés dans la réponse humanitaire. Dans ces territoires, la santé ne peut être envisagée comme un service isolé ; elle constitue un indicateur central de justice territoriale et de résilience sociale, appelant une mobilisation urgente des acteurs publics, associatifs et communautaires autour d'une approche intégrée alliant soins, prévention et dignité.



7- Gouvernance économique et pacte numérique : La question centrale demeure celle de la gouvernance, car au-delà des initiatives individuelles et associatives, c'est l'articulation entre les différents niveaux d'acteurs (État, associations locales, coopératives,



On nous invite aux réunions, mais ce sont toujours les mêmes qui parlent et décident -FG 2.

jeunes et femmes) qui conditionne la durabilité des dynamiques économiques et numériques observées dans les zones sinistrées. Les données issues des entretiens et focus groups révèlent un déficit d'inclusion dans la décision économique : les jeunes et les femmes, bien que porteurs d'initiatives et d'idées innovantes, sont rarement asso-

ciés aux choix publics. Cette remarque traduit une asymétrie persistante entre les acteurs institutionnels, détenteurs du pouvoir de décision, et les communautés locales, reléguées à un rôle consultatif. La littérature sur la gouvernance participative⁶⁴ insiste sur la nécessité de dépasser le modèle descendant qui réduit les populations à de simples bénéficiaires de programmes, pour instaurer de véritables dispositifs de co-décision. Ces auteurs appellent à une « démocratie participative radicale », fondée sur des forums délibératifs locaux où les citoyens ordinaires – ici les membres de coopératives, les jeunes entrepreneurs et les

⁶⁴ Fung, Archon, & Wright, Erik. (2003). *Deepening democracy: Institutional innovations in empowered participatory governance*. London : Verso.

femmes artisanes – participent directement à la définition des priorités économiques. De même, Ostrom⁶⁵ montre que la gestion collective des ressources repose sur des règles co-construites et sur des mécanismes de responsabilité mutuelle.

Appliquée au domaine économique et numérique, cette approche suppose trois conditions. D’abord, la création d’espaces locaux où coopératives et associations de jeunes puissent débattre et influencer sur les décisions liées à l’eau, à l’agriculture, au tourisme ou au numérique. Ensuite, la mise en place de mécanismes de suivi transparents, fondés sur des indicateurs publics simples – nombre d’emplois créés, volume de contrats, revenus générés par les coopératives – afin de rompre avec l’opacité et les soupçons de favoritisme. Enfin, le développement de partenariats public-privé locaux capables d’investir dans les infrastructures logistiques et numériques indispensables à l’autonomisation économique. En l’absence de ces conditions, le risque est double : que le numérique accentue les inégalités en profitant aux plus connectés et que l’économie locale reste prisonnière d’une dépendance structurelle à l’aide extérieure. « *Chacun travaille de son côté, et à la fin, on perd du temps et de l’argent* » - Entretien 12. Cette fragmentation, loin de renforcer la résilience, nourrit la passivité et l’attentisme, affaiblissant la capacité des communautés à se projeter dans une dynamique d’autonomie.



Ce sont les associations qui connaissent les vrais problèmes du terrain, mais on nous demande rarement notre avis quand il s’agit de gros projets -E17.

L’analyse des entretiens montre par ailleurs que les associations locales jouent un rôle central dans la cohésion communautaire post-séisme, mais qu’elles demeurent marginalisées dans la gouvernance institutionnelle. «*»* - Entretien 17. Cette tension structurelle entre savoirs empiriques et pouvoir décisionnel illustre la hiérarchie implicite qui traverse les politiques publiques locales. Les associations, véritables « capteurs » du territoire, sont souvent perçues

comme de simples relais d’exécution, alors qu’elles détiennent une connaissance fine des

⁶⁵ Ostrom, Elinor. (2010). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press.

besoins. La gouvernance participative ne peut se réaliser sans leur intégration dans les dispositifs de codécision. Ces structures possèdent un capital social et cognitif issu de la proximité quotidienne avec les habitants, qui pourrait nourrir les politiques en matière d'éducation, de transport, de numérique ou d'agriculture. Toutefois, leur fragilité organisationnelle (manque de ressources, dépendance aux subventions, absence de formation en gestion) limite leur capacité à peser dans les négociations. Dans cette perspective, elles agissent comme des *courtiers sociaux* : intermédiaires entre les communautés et les institutions, mais prises dans un rapport de dépendance qui fragilise leur autonomie. Le défi n'est donc pas seulement de créer des espaces de concertation, mais de reconnaître ces associations comme partenaires stratégiques et légitimes. Faute de quoi, la gouvernance locale se réduit à une gestion descendante où les associations exécutent des projets décidés ailleurs.

Les jeunes, quant à eux, occupent une position paradoxale : acteurs essentiels du terrain, ils restent absents des sphères de décision. Leur rôle se cantonne à l'action ponctuelle,



***Nous avons créé un groupe
WhatsApp pour organiser les distri-
butions d'aide, mais personne ne
nous a consultés pour les plans de
reconstruction*** -FG4.

alors qu'ils pourraient participer à la définition des stratégies de développement. Or, la durabilité des actions collectives suppose l'implication directe de tous les acteurs dans l'élaboration des règles communes. Les jeunes possèdent un capital numérique et relationnel considérable,

mais faute de reconnaissance institutionnelle, ce potentiel reste sous-exploité. « *Nous sommes invités à écouter, mais jamais à décider* » -Entretien 22. Ce sentiment d'exclusion nourrit la défiance et encourage des initiatives parallèles, souvent non coordonnées. Pour Cornwall⁶⁶, la participation ne peut être réduite à la consultation : elle implique une redistribution effective du pouvoir décisionnel. Dans le contexte du Haut Atlas, cette redistribu-

⁶⁶ Cornwall, Andrea. (2016). Women's empowerment: What works ? *Journal of International Development*, 26(3), 342-359.

tion passe par l'intégration des jeunes dans les comités de suivi, les plans de développement et la gouvernance du numérique, afin de canaliser leur créativité et d'assurer la pérennité des initiatives locales.

Enfin, la place des femmes dans la gouvernance économique illustre un autre déséquilibre. Le focus groups féminin révèlent une participation active à la production artisanale et à la gestion coopérative, mais une marginalisation persistante dans les instances décisionnelles. « *On nous demande de travailler, mais les décisions sont prises par les hommes* » -FG 3. Ce constat incarne le déficit de « parité de participation » analysé par Fraser (2005) : les femmes contribuent à la création de richesse, mais demeurent exclues de la distribution symbolique du pouvoir. Cette exclusion est à la fois institutionnelle et culturelle. Pourtant,



Même si on a des idées, on nous dit que ce n'est pas notre place -E6.

leurs pratiques économiques (gestion des ressources, commercialisation, innovation artisanale) démontrent une compétence organisationnelle et une résilience remarquables. Or, la gouver-

nance participative exige la diversité des voix pour garantir la légitimité du processus. Exclure les femmes revient donc à affaiblir la durabilité et l'efficacité des politiques publiques.

Ainsi, la gouvernance dans les territoires sinistrés du Haut Atlas s'inscrit au croisement de plusieurs tensions : entre institutions centralisées et initiatives locales, entre participation déclarée et pouvoir réel, entre inclusion symbolique et exclusion pratique. La gouvernance participative ne saurait, dans ce contexte, se limiter à une rhétorique de proximité. Elle suppose la création d'espaces délibératifs ancrés, la reconnaissance des acteurs de terrain comme co-décideurs, et la redistribution du pouvoir décisionnel au bénéfice d'une autonomie territoriale réellement partagée.



8- De l'assistance à la durabilité économique : Les dynamiques économiques et numériques observées dans les zones sinistrées révèlent une tension constante, structurée autour de couples paradoxaux : potentiel et fragilité, innovation et dépendance, autonomie et assistanat. Au fil des entretiens et des focus groups, trois lignes de force apparaissent nettement. La première concerne la conditionnalité de l'aide : les bénéficiaires



Quand on donne seulement de l'argent, ça aide pour un moment, mais après, rien ne change -FG3.

soulignent que l'assistance, lorsqu'elle se limite à des transferts monétaires ponctuels, entretient une logique de dépendance et de passivité. Ce constat rejoint les analyses d'Amartya Sen⁶⁷ sur les *capabilities*, selon lesquelles l'aide ne devient

véritablement émancipatrice que lorsqu'elle est adossée à des dispositifs d'activation économique tels que la formation, l'incubation ou l'ouverture de débouchés stables. Plusieurs participants évoquent la nécessité d'un suivi continu, capable de transformer l'assistance en tremplin plutôt qu'en dépendance. Cette approche se rapproche également de l'avertissement formulé par Wisner et al.⁶⁸ : les catastrophes naturelles tendent à renforcer la dépendance si les programmes de secours ne s'intègrent pas à une stratégie de développement. Ainsi, pour éviter que l'aide ne devienne une rente d'attente, sa conditionnalité doit reposer sur la participation active et la dignité des bénéficiaires. Comme le souligne une participante. La deuxième ligne de force concerne la construction d'un écosystème de valeur capable de dépasser le modèle de l'offre isolée.

Les coopératives, souvent créées dans l'urgence post-séisme, peinent à survivre faute d'intégration dans des chaînes économiques cohérentes. « *On fabrique beaucoup, mais vendre est un autre problème ; les foires ne suffisent pas et les clients ne re-*



On se sent traités comme des assistés, pas comme des partenaires -FG2.

viennent pas » -Entretien 18. Ce témoignage illustre le piège d'un modèle fragmenté, où la production artisanale et agricole fonctionne en vase clos, sans articulation avec les maillons de la transformation, de la logistique et de la commercialisation. Déjà dans son ouvrage fondateur, Porter⁶⁹ soulignait que la création de valeur dépend de l'intégration des différentes étapes de la chaîne productive — de la conception à la distribution. Dans le contexte du Haut Atlas, cette intégration reste largement déficiente, provoquant une perte de

⁶⁷ Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.

⁶⁸ Wisner, Ben, Blaikie, Piers, Cannon, Terry, & Davis, Ian. (2004). *At risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*. London : Routledge.

⁶⁹ Porter, Michael Eugene. (1985). *Competitive advantage: Creating and sustaining superior performance*. New York : Free Press.

valeur et une reproduction de la précarité. Plusieurs focus groups ont confirmé que les coopératives jouent un rôle surtout symbolique : elles renforcent la visibilité des femmes, mais sans générer de stabilité économique durable. Cette observation rejoint les travaux de Kabeer⁷⁰ sur l'*empowerment limité*, où la participation sociale n'entraîne pas nécessairement une autonomie financière. Sortir de ce cercle exige donc la mise en place d'un maillage économique et territorial, associant production vivrière, artisanat et débouchés touristiques. Cet appel illustre la conscience, parmi les acteurs locaux, que la survie des micro-initiatives dépend d'une structuration collective et d'une stratégie de long terme.

Enfin, la troisième ligne de force touche au pacte numérique inclusif, élément central d'une résilience contemporaine. Le numérique, perçu à la fois comme outil et comme horizon, est investi par les jeunes et les femmes comme un espace de reconnaissance, de visibilité et d'échange. Ce constat illustre la limite d'un usage individuel et intuitif du numérique : la visibilité ne se convertit pas automatiquement en valeur économique. Castells⁷¹ a montré que les réseaux numériques constituent un *espace public en réseau* qui ne devient réellement productif que s'il est adossé à des infrastructures collectives et à des politiques d'inclusion. Sur le terrain, les participants expriment le même diagnostic : « *Le problème n'est pas Internet, c'est ce qu'on fait après. Il faut un suivi, un accompagnement et des débouchés* » -Entretien 17. L'absence de logistique, de systèmes de paiement sécurisés et de compétences en e-commerce transforme parfois le numérique en facteur de frustration : les jeunes y voient les opportunités urbaines sans pouvoir y accéder. Les travaux de Miller et al.⁷² confirment que la fracture numérique ne se limite pas à la question de l'accès technique, mais qu'elle repose sur des usages différenciés et des inégalités de compétences. De même, Van Dijk⁷³ parle de *fracture de seconde génération*, où l'inégalité se joue non plus dans la connexion mais dans la capacité à convertir le numérique en ressources réelles. Dans les zones étudiées, cette fracture se double d'un manque de gouvernance : le numé-

⁷⁰ Kabeer, Naila. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435–464.

⁷¹ Castells, Manuel. (2000). *The rise of the network society* (2nd ed.). Oxford : Blackwell.

⁷² Miller, Daniel, Costa, Elisabetta, Haynes, Nell, McDonald, Tom, Nicolescu, Razvan, Sinanan, Jolynna, Spyer, Juliano, Venkatraman, Shriram, & Wang, Xinyuan. (2016). *How the world changed social media*. Londres : UCL Press.

⁷³ Van Dijk, Jan. (2006). *The network society: Social aspects of new media* (2^e éd.). Sage Publications.

rique reste perçu comme un outil individuel alors qu'il devrait être conçu comme une infrastructure collective, à travers des hubs de formation, des plateformes mutualisées et des dispositifs de commercialisation en ligne ancrés localement.

Au total, ces trois lignes de force (conditionnalité de l'aide, intégration économique et inclusion numérique) composent les fondements d'un modèle de résilience intégrée. Elles ne relèvent pas de simples recommandations normatives, mais d'observations empiriques issues du terrain, exprimées à la fois dans les verbatim des habitants et dans la convergence avec des cadres théoriques contemporains. La liberté réelle ne consiste pas seulement à disposer de ressources, mais à pouvoir en faire usage ; la valeur ne se crée qu'à travers des chaînes interconnectées ; et le réseau ne devient espace de pouvoir qu'à la condition d'une appropriation collective. Les témoignages recueillis dans le Haut Atlas traduisent ces trois dimensions : l'exigence d'une aide formatrice, la volonté d'un ancrage économique durable et la quête d'un numérique partagé. Ensemble, elles dessinent les contours d'un pacte territorial où l'aide, l'économie locale et le numérique cessent d'être des sphères séparées pour devenir des leviers interdépendants. La résilience, dans ce cadre, ne se limite plus à la capacité de résistance : elle devient un processus de transformation, par lequel la dépendance se convertit en autonomie, l'assistance en activation, et la visibilité en pouvoir d'agir.

Ce chapitre montre que l'économie locale et le numérique sont les deux faces d'une même recomposition. La première incarne la continuité des modes de vie et la dépendance aux ressources naturelles ; le second ouvre des horizons inédits, mais fragiles sans accompagnement structurel. L'enjeu stratégique est de construire un pacte territorial économique et numérique, où la résilience ne se mesure pas seulement à la survie, mais à la capacité de transformer l'assistance en autonomie durable.

6 - CONCLUSION

L'apport principal de cette étude tient à la complémentarité méthodologique qui l'a structurée de bout en bout. L'articulation entre entretiens semi-directifs et focus groups a permis d'embrasser le vécu post-séisme selon deux prismes indissociables : d'une part, le récit individuel, avec sa charge de subjectivité, d'émotions, d'épreuves et de réajustements quotidiens ; d'autre part, l'interaction collective, où se négocient en public positions, désaccords, compromis et normes implicites. Dans les entretiens, les habitants ont dit la douleur, la perte, mais aussi les tactiques fines de réorganisation de la vie ordinaire — comment on s'approvisionne, qui aide qui, ce qu'on accepte de différer ou d'abandonner. Dans les focus groups, ce sont les mécanismes de régulation sociale qui ont affleuré : qui prend la parole, comment se construit un accord minimal, quelles tensions restent latentes. Cette double entrée a consolidé la validité des résultats : les vécus singuliers éclairent les logiques d'ajustement, tandis que la dynamique de groupe révèle les contraintes et ressources collectives. En somme, la combinaison des deux méthodes a offert un cadre robuste pour saisir la complexité des mécanismes sociaux à l'œuvre dans les territoires frappés par le séisme.

Au terme de l'enquête, un constat s'impose : le séisme du Haut Atlas ne se réduit pas à une succession de destructions matérielles. Il agit comme un révélateur des fragilités structurelles des territoires ruraux marocains (précarité des infrastructures, inégalités d'accès aux services, dépendance hydrique), mais aussi comme un catalyseur de recompositions profondes. Les données font apparaître un paradoxe central : la catastrophe a réactivé des formes anciennes de solidarité coutumière, en même temps qu'elle a nourri une culture de l'assistanat, portée par l'afflux d'aides et la recentralisation de la décision. Cette tension, fil rouge de l'analyse, oppose des dynamiques endogènes de résilience à une dépendance accrue envers des dispositifs extérieurs. La question stratégique devient alors : comment transformer une assistance indispensable et légitime dans l'urgence en une dynamique durable d'autonomie et d'innovation sociale, susceptible de réduire les vulnérabilités futures plutôt que de les reconduire ?

Les premiers jours ont confirmé la puissance de la solidarité de proximité. Les voisins ont organisé des secours improvisés, partagé des denrées, monté des abris temporaires, pris

en charge les plus fragiles. Cette mobilisation a été décisive, mais ses limites sont vite apparues avec l'ampleur des besoins de reconstruction. Informelle, ponctuelle, peu capitalisable, elle ne suffit pas lorsqu'il faut planifier, financer et coordonner des chantiers dépassant les capacités communautaires. Dans le même temps, la jeunesse et les femmes se sont imposées comme acteurs stratégiques. Loin d'être des bénéficiaires passifs, les jeunes ont impulsé des initiatives, mobilisé des réseaux via le numérique, cartographié les besoins, fluidifié l'information. Les femmes, pivot de la vie quotidienne et des coopératives, ont assuré la continuité des soins, des approvisionnements, des sociabilités, tout en maintenant des micro-économies d'appoint. Pourtant, leur potentiel reste contraint : déficit de formation, rareté des débouchés solvables, faiblesse de la reconnaissance institutionnelle, faible intégration dans des instances de gouvernance qui décideraient avec — et non seulement pour — elles.

Le numérique illustre cette ambivalence. D'un côté, il offre une mise en visibilité rapide des besoins et des réponses, crée des solidarités élargies, relie douars et villes, ouvre des possibilités de commercialisation pour les produits artisanaux et vivriers. De l'autre, faute de logistique, de solutions de paiement adaptées, d'accompagnement au e-commerce et de cadres de confiance, la visibilité ne se convertit pas en valeur durable. La « vitrine » ne fait pas chaîne de valeur. Cette leçon traverse tout le matériau : le numérique n'est pas une simple couche de communication ; il doit être conçu comme une infrastructure collective enchâssée dans des dispositifs de développement — hubs partagés, plateformes mutualisées, compétences locales, articulation avec des marchés concrets — sous peine d'alimenter frustrations et comparaisons dévalorisantes.

L'analyse prospective dégagée du terrain ouvre trois scénarios. Le premier prolonge l'assistanat : la dépendance aux aides extérieures se normalise, sécurisant l'immédiat mais ancrant une passivité qui fragilise la capacité à inventer des solutions endogènes. Le second est celui de l'autonomie fragmentée : des îlots d'initiatives, réels et inspirants, restent dispersés, fragiles, peu connectés ; ils améliorent des situations locales sans changer les structures d'opportunités. Le troisième, jugé le plus fécond, est celui de la co-construction territoriale : un pacte de gouvernance associant État, collectivités, société civile, bailleurs et habitants autour d'une vision partagée, d'objectifs chiffrés et de mécanismes de suivi transparents. Ce scénario ne fait pas de la reconstruction un simple retour à l'identique,

mais l'occasion d'une refondation sociale et politique : il ne s'agit pas seulement de rebâtir des murs, mais de décider quel type de société on reconstruit.

Pour rendre ce troisième scénario opératoire, cinq conditions apparaissent interdépendantes. D'abord, garantir l'égalité territoriale comme droit effectif, par un investissement structurel dans les infrastructures éducatives, sanitaires et sociales : sans écoles accessibles, internats dignes, transport scolaire fiable, soin de proximité et connectivité, les écarts se creusent mécaniquement. Ensuite, renforcer l'économie locale par des chaînes de valeur durables : relier production vivrière et artisanat à des circuits de transformation, de distribution et de commercialisation stables, avec des exigences de qualité, de design, de traçabilité et des points de vente ancrés dans des flux réguliers (tourisme, marchés urbains, diaspora). Troisièmement, accompagner dans la durée jeunesse et coopératives féminines : substituer aux formations ponctuelles des parcours d'incubation pluriannuels, tutorés, capitalisant l'expérience et ouvrant des débouchés sécurisés. Quatrièmement, transformer le numérique en bien commun : créer des hubs régionaux dotés d'équipements, de compétences et de services partagés (paiements, logistique, marketing), plutôt que de laisser l'usage individuel se heurter aux goulots d'étranglement. Enfin, refonder la gouvernance territoriale sur transparence, participation et redevabilité : indicateurs publics simples, calendrier de résultats, espaces délibératifs où les décisions s'élaborent avec les premiers concernés.

Ces axes n'ont de portée qu'agregés. Sans gouvernance participative, l'accompagnement s'essouffle ; sans infrastructures éducatives, l'économie locale manque de capital humain ; sans logistique et solutions de paiement, le numérique demeure vitrine ; sans chaînes de valeur, l'offre reste atomisée ; sans financement patient, les coopératives deviennent des symboles plus que des entreprises. Leur articulation produit l'effet systémique recherché : sortir de la dépendance en construisant, palier par palier, des capacités collectives.

Dans cette perspective, les responsabilités sont partagées. Aux institutions publiques revient la mission d'investir de manière prévisible dans les infrastructures sociales et éducatives, d'ouvrir les données, d'installer des mécanismes de participation exigeants, d'orchestrer la coordination intersectorielle et inter-niveaux. À la société civile, d'augmenter sa capacité organisationnelle, de se professionnaliser, de mutualiser des fonctions support

(comptabilité, marchés publics, suivi-évaluation), et de tisser des partenariats interrégionaux pour franchir l'étroitesse des marchés locaux. Aux bailleurs et ONG, de privilégier l'accompagnement de long terme et conditionné à la participation effective des communautés, en évitant la dispersion des micro-projets non capitalisables. Aux habitants enfin, non comme « bénéficiaires », mais comme co-producteurs : leurs savoirs vernaculaires, leurs routines d'entraide, leurs innovations modestes constituent la matière vive des politiques adaptées.

Un pacte territorial effectif ne peut être un dispositif technocratique plaqué. C'est un processus vivant qui suppose confiance, apprentissage mutuel et expérimentation. Les focus groups ont révélé une aspiration nette : être intégrés aux décisions, pas seulement consultés. La littérature sur les biens communs rappelle qu'il n'y a pas d'appropriation sans règles co-construites, sans sanctions graduées, sans mécanismes de résolution des conflits à bas seuil d'accès. L'autonomie se cultive : charte locale sur l'eau, comités mixtes de suivi des chantiers, indicateurs partagés, budgets participatifs ciblés. Elle est d'abord une pratique, pas un slogan.

La reconstruction post-séisme apparaît ainsi moins comme un retour à la normale que comme une chance de refondation territoriale. Elle oblige à conjuguer efficacité économique, équité sociale et soutenabilité environnementale : garantir l'accès, répartir la valeur, ménager les ressources. Dans le Haut-Atlas, cela signifie tenir ensemble la survie immédiate et la vision de long terme, réparer en bâtissant différemment, sécuriser aujourd'hui sans hypothéquer demain. À l'horizon 2030, les risques sont identifiés — sécheresse intensifiée, tension hydrique, glissements, érosion, pressions démographiques et migrations —, mais les opportunités existent : énergies renouvelables, tourisme de montagne raisonné, valorisation de l'artisanat, agriculture résiliente, services numériques contextualisés. La planification doit donc devenir anticipatrice : scénariser les aléas, dimensionner les infrastructures à la rareté, diversifier les sources de revenu, renforcer les compétences transférables.

Passer de la réaction à la proaction suppose d'aligner les politiques publiques sur la réduction des vulnérabilités socio-économiques au même titre que les aléas climatiques. Le chômage des jeunes, l'inégalité d'accès entre villes et villages, la féminisation de la précarité,

la dépendance à l'aide sont des risques systémiques. Y répondre, c'est promouvoir des systèmes agricoles sobres en eau, des formations adaptées aux économies locales, des emplois ancrés dans les ressources du territoire, des infrastructures sociales et numériques durables. C'est aussi basculer d'une logique de don à une logique de droit : droit à l'égalité territoriale, à l'inclusion, à la participation. Une telle transition ne se décrète pas ; elle se construit par itérations, par ajustements, par preuves. Mais elle est la seule voie pour convertir la douleur en ressource et la vulnérabilité en puissance collective.

Au final, l'avenir du Haut-Atlas et de la province de Taroudant dépendra de la capacité à dépasser le choc pour inventer une gouvernance territoriale mariant résilience, justice sociale et durabilité. La catastrophe a révélé les limites d'un modèle et les promesses d'une société qui se réinvente. L'horizon souhaitable reste celui de l'autonomie : non pas la fermeture sur soi, mais la capacité à décider, à relier, à apprendre, à négocier la valeur et la règle. Cette citoyenneté territoriale à construire exige la reconnaissance des savoirs locaux, le renforcement des capacités associatives et l'institutionnalisation d'espaces de dialogue où État, société civile, bailleurs et habitants assument une coresponsabilité lucide. Transformer le séisme du Haut Atlas en levier de résilience durable, c'est tenir ensemble les leçons du passé, les ressources du présent et les exigences d'un futur juste, inclusif et soutenable.

7 RECOMMANDATIONS

Les entretiens et focus groups montrent qu'un véritable développement rural post-séisme exige une approche globale alliant reconstruction matérielle et revitalisation sociale, économique et culturelle. Les habitants insistent : rebâtir les routes et maisons ne suffit pas, il faut aussi restaurer les dynamiques communautaires et renforcer les capacités locales. Trois leviers apparaissent essentiels (production vivrière, accès à l'eau, désenclavement) soutenus par trois conditions transversales : lier l'aide à l'activation (formation, insertion, accompagnement pour transformer l'assistance en autonomie) ; institutionnaliser l'égalité des chances (éducation, transport scolaire, foyers sociaux pérennes) ; et refonder la gouvernance locale autour de la transparence, la participation et la confiance. Ces piliers traduisent un changement de paradigme : dépasser la logique d'assistanat pour bâtir une résilience endogène fondée sur la co-responsabilité entre l'État et les communautés. Dans cette optique, deux axes d'action se dégagent : la professionnalisation commerciale, passant d'une logique artisanale à une chaîne de valeur complète (coûts, packaging, distribution, contrats) ; et l'accompagnement de durée, privilégiant un suivi sur plusieurs années pour consolider apprentissages, gouvernance coopérative et clientèle durable.

Ces constats rejoignent les enseignements des travaux sur les chaînes de valeur : trois stratégies s'imposent pour un développement durable. La première est la spécialisation qualitative : concentrer les efforts sur quelques produits identitaires à forte valeur ajoutée, certifiés et traçables. La deuxième est l'intégration logistique : mutualiser transports, entrepôts et points de vente physiques ou numériques, reliés aux circuits touristiques pour accroître la visibilité des productions locales. La troisième est la contractualisation ancrée : établir des partenariats réguliers avec hôtels, restaurants ou cantines scolaires afin de sécuriser les débouchés. Ces démarches répondent à la demande des acteurs locaux : passer du court terme à l'investissement patient, du projet symbolique à la stratégie durable. L'enjeu central demeure alors de transformer l'urgence en tremplin, l'aide en moteur d'autonomie, et la reconstruction en véritable catalyseur de cohésion sociale et de gouvernance territoriale partagée.

1. De l'urgence à la construction d'une autonomie territoriale : L'étude des dynamiques sociales, économiques et institutionnelles dans le contexte post-séisme du Haut Atlas conduit à une interrogation centrale : comment passer d'une logique d'assistance (nécessaire dans l'immédiateté de la catastrophe) à une dynamique durable d'autonomie et de co-construction territoriale ? Cette question, loin d'être purement technique ou gestionnaire, s'inscrit dans une réflexion sociologique plus large sur la résilience des sociétés rurales, la gouvernance participative et les tensions entre solidarité coutumière, politiques publiques et modernisation numérique.

1.1. Le séisme comme « évènement total » : Comme l'ont montré Marcel Mauss⁷⁴ et plus récemment Quarantelli⁷⁵, les catastrophes constituent des « évènements totaux » qui affectent simultanément toutes les dimensions de la vie sociale : familiale, économique, politique et symbolique. Le séisme de septembre 2023 n'a pas seulement détruit des habitations et des infrastructures ; il a bouleversé les fondements mêmes de la vie communautaire dans le Haut Atlas et la province de Taroudant. Les gestes de solidarité immédiats (accueil, partage de nourriture, aide aux blessés) ont été suivis d'une phase plus ambiguë, marquée par la dépendance croissante à l'égard des aides publiques et des ONG. Ce passage de la solidarité spontanée à l'assistanat institutionnalisé révèle un basculement culturel qu'il convient d'interroger.

Le séisme agit donc comme un révélateur de vulnérabilités préexistantes : inégalités territoriales, dépendance à l'agriculture vivrière, enclavement géographique, faiblesse des infrastructures éducatives et sanitaires. Mais il constitue aussi un catalyseur de transformations : accélération de la numérisation, montée en visibilité des coopératives féminines, émergence de nouvelles attentes vis-à-vis de l'État. L'enjeu analytique est de comprendre comment ces tendances contradictoires s'articulent, et quelles trajectoires elles ouvrent pour l'avenir.

1.2. De l'assistance à la dépendance : un paradoxe du développement : L'assistance humanitaire et sociale joue un rôle vital dans les premiers mois qui suivent une catastrophe.

⁷⁴ Mauss, Marcel. (2012). *Sociologie et anthropologie* (Édition originale 1925). Paris : PUF.

⁷⁵ Quarantelli, Enrico Louis. (2005). Catastrophes are different from disasters: Some implications for crisis planning and managing drawn from Katrina. *Understanding Katrina: Perspectives from the Social Sciences*. Social Science Research Council.

Sans les transferts financiers, les distributions de biens de première nécessité et l'appui logistique de l'État et des ONG, une partie importante des populations sinistrées n'aurait pas pu survivre ou amorcer une reconstruction minimale. Toutefois, cette assistance comporte un effet paradoxal : en sécurisant la subsistance, elle peut aussi décourager l'initiative et alimenter une culture de la dépendance.

La littérature critique du développement⁷⁶ a souvent souligné ce risque : lorsque les politiques sociales se limitent à des transferts, elles renforcent la position de « bénéficiaire passif » et affaiblissent les capacités locales d'organisation. Dans le cas étudié, plusieurs indices pointent vers ce glissement : attentes accrues vis-à-vis de l'État, affaiblissement des mécanismes communautaires traditionnels comme la jma'a, et difficultés à transformer les aides ponctuelles en projets collectifs durables. Les associations locales de développement, pourtant nombreuses, se trouvent souvent dans une position paradoxale : elles constituent le principal relais entre les habitants et les autorités, mais leur action demeure entravée par le manque de moyens, de formation et de reconnaissance institutionnelle. Dans plusieurs zones (Ouneine, Ighil, Ahl Tifnout), elles ont joué un rôle crucial dans la coordination de l'aide et la communication entre villages, sans toutefois parvenir à inscrire leurs initiatives dans la durée. Quelques expériences réussies (notamment des coopératives féminines ou des groupements de jeunes) témoignent d'un potentiel d'innovation sociale qu'il conviendrait de soutenir et de capitaliser. La problématique centrale devient alors : comment concevoir des dispositifs qui, tout en apportant un soutien indispensable, renforcent les capacités des associations locales et favorisent une véritable autonomisation collective, plutôt que la simple reproduction des dépendances existantes ?

1.3. L'autonomie comme horizon normatif : La notion d'« autonomie » doit être comprise dans un sens élargi. Elle ne renvoie pas uniquement à la capacité économique d'un ménage à subvenir à ses besoins, mais à un ensemble de dimensions sociales, culturelles et politiques. Selon Amartya Sen⁷⁷, on peut la définir en termes de « capacités » : la possibilité

⁷⁶ Ferguson, James. (1990). *The anti-politics machine: "Development," depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

⁷⁷ Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.

réelle pour les individus et les communautés de choisir la vie qu'ils ont raison de valoriser. Dans le contexte post-séisme, l'autonomie suppose :

- **Une autonomie économique** : capacité à produire et à écouler des biens (agricoles, artisanaux, touristiques) sans dépendre uniquement des subventions.
- **Une autonomie sociale** : possibilité pour les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés de participer pleinement à la vie communautaire saine.
- **Une autonomie politique** : inclusion des acteurs locaux dans les processus décisionnels, reconnaissance de leur légitimité et transparence des institutions.
- **Une autonomie symbolique** : reconstruction de la confiance, valorisation des savoirs locaux et reconnaissance des identités culturelles.

L'autonomie ainsi comprise constitue un horizon normatif pour l'action publique et associative. Elle ne s'oppose pas à l'assistance, mais cherche à la dépasser : l'assistance doit être un tremplin, non une finalité.

1.4. Une transition complexe et différenciée : La transition de l'assistanat à l'autonomie n'est ni linéaire ni homogène. Elle dépend de facteurs territoriaux (Haut Atlas enclavé versus zones plus ouvertes du Souss), socio-économiques (niveau de ressources, existence de filières productives), et institutionnels (qualité de la gouvernance locale, présence d'associations structurées). Dans certaines localités, on observe une recomposition rapide de la solidarité autour d'associations actives et de coopératives dynamiques. Dans d'autres, la dépendance aux aides se prolonge, renforcée par le manque d'infrastructures et l'absence d'opportunités économiques.

Cette hétérogénéité oblige à penser la reconstruction en termes différenciés. En effet, l'espace n'est jamais neutre : il structure les possibilités d'action. La résilience d'une vallée accessible par la route n'est pas la même que celle d'un douar isolé à plusieurs heures de marche. De même, la mobilisation d'une jeunesse alphabétisée, connectée aux réseaux numériques, diffère de celle de jeunes déscolarisés et sans accès à Internet. La stratégie de sortie de l'assistanat doit donc être ajustée aux réalités locales, en combinant dispositifs nationaux et ingénieries territoriales.

1.5. Les enjeux de gouvernance et de confiance : Un autre obstacle majeur à la transition réside dans la défiance institutionnelle. Les enquêtes de terrain mettent en évidence un sentiment récurrent : les populations ne se sentent pas pleinement associées aux décisions concernant la reconstruction. Les grandes annonces gouvernementales suscitent parfois l'espoir, mais aussi la frustration lorsqu'elles ne se traduisent pas par des réalisations visibles. Ce déficit d'inclusion nourrit un cercle vicieux : plus la population est tenue à l'écart, plus elle se replie dans l'attente de l'aide, et moins elle développe d'initiatives autonomes.

La littérature sur la gouvernance participative insiste sur trois conditions pour briser ce cercle : la transparence (accès à l'information), la délibération inclusive (participation de toutes les catégories sociales, y compris femmes et jeunes), et la redevabilité (possibilité de demander des comptes aux institutions). Sans ces conditions, la reconstruction risque d'être vécue comme un processus imposé, accentuant la dépendance plutôt que l'autonomie.

1.6. La place du numérique dans la recomposition : Enfin, le numérique constitue un facteur de transformation ambivalent. D'un côté, il permet aux jeunes et aux femmes de s'exprimer, de s'informer et de comparer leur situation à celle d'autres territoires. De l'autre, il accentue les frustrations lorsqu'il révèle les inégalités d'accès aux opportunités. Dans le meilleur des cas, il peut devenir un outil d'organisation et de commercialisation (vente en ligne, mobilisation associative). Dans le pire, il alimente un imaginaire de consommation sans offrir de moyens de production. La question n'est donc pas de savoir si le numérique est une opportunité, mais de quelles conditions institutionnelles et économiques il a besoin pour se transformer en levier d'autonomie.

2. Diagnostic transversal des tendances post-séisme

2.1. La solidarité immédiate : force et fragilité : Au lendemain du séisme, la solidarité communautaire s'est exprimée avec une intensité remarquable. Familles, voisins, associations locales et réseaux de la diaspora se sont mobilisés pour apporter aide matérielle et soutien psychologique. Ce réflexe solidaire, caractéristique des sociétés rurales marocaines, s'inscrit dans une tradition longue où la takaful (entraide) constitue un principe structurant. Il a permis de pallier l'absence initiale des institutions et d'assurer une continuité minimale de la vie sociale malgré l'effondrement des infrastructures.

Toutefois, cette solidarité spontanée a montré ses limites. Elle est apparue comme une ressource conjoncturelle, difficile à maintenir au-delà des premières semaines. Plusieurs facteurs expliquent ce déclin : l'épuisement des ressources locales, la dispersion des familles par la migration, et la montée en puissance de l'aide institutionnelle. Ce glissement souligne un paradoxe : ce qui faisait la force des communautés (leur capacité d'auto-organisation) s'est progressivement affaibli à mesure que l'État et les ONG prenaient le relais. Cette transition met en lumière la fragilité d'une solidarité « organique » confrontée à la logique des dispositifs modernes.

2.2. Le glissement vers l'assistanat : L'une des tendances les plus marquantes est la dépendance croissante aux aides publiques et aux programmes sociaux. Les transferts monétaires, les distributions alimentaires et les programmes d'urgence ont été essentiels pour répondre aux besoins immédiats. Mais leur prolongement dans le temps a installé une logique d'attentisme.

Cette dynamique correspond à ce que Ferguson⁷⁸ appelle la « machine anti-politique » : en transformant des citoyens en bénéficiaires, l'aide peut neutraliser les dynamiques de contestation et de participation. Dans le cas du Haut Atlas, on observe un double effet : d'un côté, une reconnaissance accrue du rôle protecteur de l'État ; de l'autre, une réduction de la propension à s'auto-organiser. Cette évolution menace le tissu social traditionnel et risque de figer les populations dans une posture de réception, plutôt que de participation active à la reconstruction.

2.3. La jeunesse : entre initiative et passivité : Les jeunes constituent un groupe charnière dans ce diagnostic. D'un côté, ils sont porteurs d'initiatives : associations sportives, projets culturels, tentatives de coopératives numériques. De l'autre, ils manifestent une forte tendance à l'attente vis-à-vis de l'État et des ONG. Leur rapport ambivalent au développement reflète à la fois une volonté d'émancipation et une perception de blocage.

L'analyse sociologique met en évidence un phénomène d'« autonomie empêchée » : les jeunes disposent d'idées et d'outils (particulièrement numériques), mais manquent de ressources financières, de compétences en gestion et de reconnaissance institutionnelle. Ce

⁷⁸ Ferguson, James. (1990). *The anti-politics machine: "Development," depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

décalage genre frustration et démotivation, renforçant la tentation de l'assistanat. Pourtant, cette jeunesse reste un acteur stratégique pour toute transition, car elle incarne les dynamiques d'innovation et la capacité à articuler les savoirs locaux avec les outils modernes.

2.4. Les femmes : entre empowerment et précarité persistante : Les coopératives féminines illustrent à la fois les avancées et les limites de l'autonomisation. Elles permettent aux femmes d'accéder à des espaces de socialisation et de revenus, rompant avec une assignation exclusive à la sphère domestique. Cependant, ces initiatives restent fragiles : revenus faibles, dépendance aux foires et absence de débouchés pérennes.

Comme l'a montré Cornwall⁷⁹, l'empowerment ne se réduit pas à l'entrée dans le marché, mais suppose une capacité à transformer durablement les rapports de pouvoir. Dans le contexte étudié, les coopératives contribuent à une reconnaissance symbolique des femmes, mais peinent à assurer une véritable autonomie économique. Ce décalage entre potentiel et réalité entretient une précarité féminisée, accentuée par le manque de soutien structurel et logistique.

2.5. Le numérique : promesse et ambivalence : Le numérique s'impose comme un vecteur de transformation des comportements et des attentes. Les jeunes et les femmes l'utilisent pour s'exprimer, échanger et promouvoir leurs produits. WhatsApp, Facebook et Instagram deviennent des vitrines locales et des espaces d'apprentissage informel.

Mais cet usage reste ambivalent. D'un côté, il ouvre des horizons de comparaison et stimule les aspirations. De l'autre, il accentue les frustrations lorsqu'il révèle l'écart entre les potentialités affichées et les conditions locales de production et de distribution. Sans logistique adaptée ni formation en marketing digital, le numérique reste davantage un outil de visibilité qu'un levier économique effectif. Cette ambivalence reflète les conclusions de Castells⁸⁰ selon lesquelles les réseaux peuvent être des espaces d'empowerment, mais seulement si les conditions structurelles permettent leur activation économique et politique.

⁷⁹ Cornwall, Andrea. (2016). Women's empowerment: What works? *Journal of International Development*, 26(3), 342–359.

⁸⁰ Castells, Manuel. (2012). *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*. Cambridge : Polity Press.

2.6. Gouvernance et déficit d'inclusion : Un diagnostic transversal ne peut ignorer la question de la gouvernance. Les populations locales expriment un sentiment récurrent de marginalisation dans les processus décisionnels. Les grandes orientations sont perçues comme décidées en haut lieu, sans réelle concertation. Ce déficit d'inclusion nourrit la défiance institutionnelle et renforce la posture d'attente.

Les théories de la démocratie participative insistent sur l'importance d'associer les citoyens aux décisions qui les concernent. Or, dans le cas du post-séisme, cette inclusion reste embryonnaire. Les associations locales sont rarement impliquées dans la définition des priorités, et les coopératives féminines ou les groupes de jeunes ne disposent pas de canaux institutionnels pour faire entendre leur voix. Cette situation alimente un cercle vicieux : plus la population est exclue, plus elle se replie dans la dépendance, et moins elle développe de capacités collectives.

2.7. Différenciations territoriales : Dans les zones les plus enclavées du Haut Atlas, la dépendance à l'agriculture vivrière et l'absence d'infrastructures de base accentuent la vulnérabilité. Dans les zones plus ouvertes du Souss et de l'Anti-Atlas, la migration, le commerce et l'accès aux réseaux ont permis une adaptation plus rapide. Ces différenciations rappellent que la transition de l'assistance à l'autonomie ne peut être pensée de manière uniforme : elle doit être adaptée aux spécificités de chaque territoire.

Claval⁸¹ avait déjà montré que les inégalités spatiales conditionnent les opportunités de développement. Ici, elles se traduisent par des rythmes différenciés de résilience. La reconstruction ne pourra réussir que si elle intègre ces disparités et propose des stratégies différenciées, adaptées aux contraintes et aux ressources locales.

2.8. Conclusion du diagnostic transversal : Ce diagnostic transversal met en évidence les tendances principales suivantes :

- a. Une solidarité immédiate forte mais éphémère.
- b. Un glissement vers l'assistanat institutionnalisé.

⁸¹ Claval, Paul. (1995). *La géographie culturelle*. Paris : Nathan.

- c. Une jeunesse ambivalente, porteuse d'initiatives mais limitée par des obstacles structurels.
- d. Des femmes engagées dans des coopératives, mais confrontées à la précarité économique.
- e. Un numérique porteur de promesses, mais freiné par l'absence d'écosystèmes adaptés.
- f. Une gouvernance déficitaire en inclusion et en transparence.
- g. Des disparités territoriales marquées.

Ces tendances dessinent un paysage complexe où se mêlent vulnérabilités et opportunités. Elles appellent une réflexion sur les trajectoires possibles, qui feront l'objet de la section suivante : l'exploration des scénarios de transition (5.3).

3. Trois scénarios de transition : L'analyse des dynamiques observées dans les zones touchées par le séisme du Haut Atlas permet de dégager trois scénarios possibles pour l'avenir des communautés rurales affectées. Ces scénarios ne doivent pas être compris comme des prédictions, mais comme des constructions analytiques permettant d'éclairer les choix politiques, associatifs et communautaires. Ils traduisent les tensions entre dépendance et autonomie, centralisation et participation, stagnation et innovation.

**Scénario 1 :
le prolongement
de l'assistanat**

Le premier scénario, sans doute le plus probable si aucune inflexion n'est opérée, est celui du prolongement de l'assistanat. Dans cette trajectoire, les aides publiques et humanitaires demeurent le principal moteur de la survie et de la reconstruction. Les transferts financiers, les distributions alimentaires et les programmes sociaux prennent une place durable dans l'économie des ménages.

À court terme, ce scénario présente des avantages évidents : il garantit la sécurité alimentaire, limite les tensions sociales et offre une certaine stabilité aux foyers les plus vulnérables. Mais il comporte aussi

des effets pervers majeurs. Comme l'a montré Ferguson, l'aide peut fonctionner comme une « machine anti-politique », neutralisant la participation citoyenne et renforçant la position passive des bénéficiaires. À moyen et long terme, l'assistanat prolongé risque de produire :

- Une dépendance chronique : les ménages s'habituent à attendre les aides plutôt que d'investir dans des activités productives.
- Un affaiblissement du tissu social : la solidarité coutumière se délite, remplacée par une logique de file d'attente.
- Une désarticulation économique : l'agriculture vivrière et les coopératives féminines s'étiolent, faute d'incitations à produire et à vendre.
- Une démobilisation de la jeunesse : au lieu de devenir moteur d'innovation, elle se replie dans une posture de consommation et de frustration.

Ce scénario n'est pas une fatalité, mais il constitue un risque réel si l'aide continue de fonctionner de manière descendante, sans mécanismes d'activation et de participation.

**Scénario 2 :
l'autonomie
fragmentée**

Le deuxième scénario est celui de l'autonomie fragmentée. Dans cette trajectoire, des initiatives locales se multiplient : coopératives féminines, associations de jeunes, projets agricoles ou artisanaux. Ces initiatives témoignent d'une vitalité sociale et d'une capacité d'innovation. Elles constituent autant de « foyers d'autonomie » où se réinventent des pratiques économiques et sociales. Toutefois, faute de coordination et de soutien structurel, ces initiatives restent fragiles et dispersées. Elles peinent à s'inscrire dans des chaînes de valeur stables et à bénéficier d'un accompagnement institutionnel durable. Ce scénario se traduit par :

- Des succès ponctuels : certaines coopératives parviennent à écouler leurs produits lors de foires ou par le biais de réseaux numériques.
- Une dispersion des efforts : chaque groupe agit de manière isolée, sans mutualisation ni mise en réseau.
- Une fragilité économique : les revenus générés restent faibles et irréguliers.
- Une frustration persistante : malgré leur engagement, les acteurs locaux se heurtent à des blocages structurels (manque de formation, absence de débouchés, logistique déficiente).

Ce scénario correspond à ce que Granovetter appelle une absence d'« encastrement » des initiatives : faute de liens institutionnels et économiques solides, elles demeurent en marge du marché et vulnérables aux aléas. L'autonomie existe, mais elle reste fragmentée, incapable de transformer en profondeur les structures locales.

**Scénario 3 :
la co-construction
territoriale**

Le troisième scénario, à la fois le plus exigeant et le plus souhaitable, est celui de la co-construction territoriale. Dans cette trajectoire, l'assistance n'est pas supprimée, mais réorientée. Elle devient un tremplin vers l'autonomie, conditionnée à des dispositifs d'activation (formation, accompagnement, participation à des projets collectifs).

Les communautés locales ne sont plus de simples bénéficiaires : elles deviennent co-auteurs des décisions et des actions.

Ce scénario repose sur plusieurs piliers :

- a. Passage de l'aide à l'activation : les transferts sociaux sont liés à des programmes de formation, d'insertion professionnelle et d'incubation de projets.
- b. Renforcement des capacités locales : les jeunes et les femmes bénéficient d'un accompagnement durable (24 à 36 mois), intégrant gestion, marketing et logistique.
- c. Pacte territorial de gouvernance participative : création d'espaces mixtes où associations, coopératives, élus et autorités définissent ensemble les priorités (eau, agriculture, infrastructures, numérique).
- d. Chaînes de valeur locales : l'économie est structurée autour de filières intégrées (production, transformation, commercialisation), incluant artisanat, tourisme rural et produits de terroir.
- e. Numérique inclusif : le numérique n'est plus seulement un outil individuel, mais une infrastructure collective, avec hubs logistiques et plateformes partagées.

Ce scénario correspond à la vision d'Ostrom sur la gestion des biens communs : les communautés locales, dotées de règles claires et d'un pouvoir réel de décision, sont capables d'assurer une gouvernance efficace et durable. Il permettrait de transformer le séisme en catalyseur d'une refondation territoriale, où l'autonomie est conçue comme un bien collectif et non comme une responsabilité individuelle isolée.

Ces trois scénarios ne s'excluent pas mutuellement : ils peuvent coexister dans différents territoires, ou même se succéder dans le temps. Le défi des politiques publiques et des acteurs associatifs est de créer les conditions d'une convergence vers le troisième scénario. Cela suppose :

- D'éviter les pièges du premier scénario (dépendance chronique).
- De dépasser les limites du deuxième (dispersion et fragilité).
- De promouvoir les conditions du troisième (co-construction, participation, durabilité).

En ce sens, les scénarios fonctionnent comme des « outils heuristiques » (Boudon, 1990) : ils éclairent les possibles, identifient les risques et aident à formuler des recommandations stratégiques.

L'avenir des zones touchées par le séisme du Haut Atlas se joue entre dépendance et autonomie, assistanat et co-construction. Le diagnostic transversal a montré la complexité des dynamiques en cours. Les scénarios de transition présentés ici offrent un cadre pour penser les trajectoires possibles. Le défi consiste désormais à identifier les conditions concrètes qui permettraient de rendre le scénario de la co-construction non seulement souhaitable, mais aussi réalisable.

4. Les conditions d'une transition réussie : Passer de l'assistanat à l'autonomie ne peut pas être décrété par une décision politique ou par un simple changement de discours. Il s'agit d'un processus long, complexe et multidimensionnel, qui exige une transformation simultanée des structures institutionnelles, des dynamiques sociales et des imaginaires collectifs. Les enquêtes menées dans les zones sinistrées du Haut Atlas et de Taroudant montrent que cette transition est possible et fragile : possible, car des ressources locales existent ; fragile, car elles risquent de se diluer si elles ne sont pas accompagnées de manière cohérente et durable.

L'analyse permet d'identifier cinq conditions essentielles pour rendre cette transition effective : l'égalité territoriale, le renforcement de l'économie locale, l'accompagnement des initiatives collectives, la valorisation du numérique comme ressource collective, et la refondation de la gouvernance territoriale.

1-Institutionnaliser l'équité territoriale

La première condition réside dans la réduction des inégalités territoriales structurelles. Le séisme a montré avec brutalité combien certaines zones rurales étaient marginalisées dans l'accès aux infrastructures de base : routes, écoles, centres de santé, réseaux numériques. Ces déficits ne relèvent pas seulement d'un retard de développement, mais traduisent une inégalité de citoyenneté.

Institutionnaliser l'équité territoriale signifie faire de l'accès à ces services des droits garantis et non des « faveurs » conditionnées par l'urgence ou par des programmes temporaires. Dans le cas de l'éducation, par exemple, les foyers Dar Talib et Dar Taliba, ainsi que le transport scolaire, doivent être consolidés comme des infrastructures sociales permanentes. Ils ne doivent plus être perçus comme des dispositifs exceptionnels mais comme des éléments constitutifs d'une égalité de chances.

La sociologie des capacités rappelle que la justice ne se réduit pas à l'égalité formelle, mais suppose de garantir aux individus les moyens réels de choisir et de réaliser leur vie. Dans les zones étudiées, cette perspective implique un investissement structurel dans les services sociaux de base, afin que la reconstruction matérielle ne masque pas la persistance des fractures territoriales

2-Renforcer l'éco- nomie locale

La deuxième condition concerne l'économie. Les observations de terrain confirment que l'économie vivrière et artisanale constitue à la fois une ressource et une fragilité. Sans accompagnement, ces activités risquent de demeurer dans une logique de survie. Pour qu'elles deviennent un moteur d'autonomie, elles doivent être insérées dans des chaînes de valeur locales et régionales. À cela s'ajoute le potentiel des services de proximité — coiffure, restauration, pâtisserie, électricité, plâtrerie, peinture — qui, lorsqu'ils sont valorisés et professionnalisés, peuvent renforcer la résilience économique locale et créer des opportunités d'emploi adaptées aux réalités du territoire.

Renforcer l'économie locale suppose d'agir sur plusieurs niveaux :

- **Agriculture vivrière** : sécuriser l'accès à l'eau, soutenir les cultures de subsistance, améliorer la productivité grâce à des techniques adaptées aux contraintes climatiques.
- **Artisanat et produits de terroir** : développer des circuits de commercialisation stables, relier les coopératives aux marchés urbains et touristiques, valoriser la certification et l'étiquetage.
- **Tourisme rural** : investir dans des infrastructures minimales (routes, signalisation, hébergements), former des guides et promoteurs locaux, encourager des partenariats entre habitants et opérateurs spécialisés.

Cette approche correspond à ce que Porter a théorisé comme la « chaîne de valeur » : la production doit être reliée à la transformation, à la logistique et à la commercialisation. Dans le contexte post-séisme, l'enjeu est de transformer une économie dispersée et précaire en un système intégré capable de générer des revenus réguliers et de créer de l'emploi local

3-Accompagner durablement les coopératives et initiatives juvéniles

La troisième condition concerne l'accompagnement des initiatives collectives. Les coopératives féminines et les associations de jeunes sont porteuses d'un potentiel d'innovation sociale, mais elles restent fragiles si elles ne bénéficient que d'un soutien ponctuel (formations brèves, foires occasionnelles).

L'expérience internationale montre que l'« innovation sociale » ne prend sens que si elle est soutenue dans la durée. Cela implique un accompagnement de long terme (24 à 36 mois), intégrant plusieurs dimensions :

- **Formation continue** : gestion, comptabilité, marketing, usage du numérique.
- **Incubation** : appui à la structuration des projets, mise en réseau avec d'autres acteurs, mentorat.

- **Accès aux marchés** : partenariats contractuels avec des hôtels, restaurants, cantines scolaires, plateformes numériques.
- **Soutien logistique** : hubs de collecte et de distribution pour mutualiser les coûts de transport et de stockage.

Sans ce type d'accompagnement, les initiatives risquent de s'épuiser et de reconduire la précarité initiale. L'accompagnement durable doit donc être conçu comme un investissement stratégique, et non comme une dépense accessoire.

4-Faire du numérique un levier collectif

La quatrième condition concerne le numérique. Comme on l'a vu, les jeunes et les femmes utilisent déjà les réseaux sociaux pour s'exprimer et valoriser leurs produits. Mais faute d'écosystèmes adaptés, ces usages restent limités. Le numérique doit être conçu non comme un simple outil individuel, mais comme une infrastructure collective.

Cela implique :

- **Des formations en e-commerce et en marketing digital** : adaptées au niveau des bénéficiaires et orientées vers la pratique.
- **La création de hubs logistiques ruraux** : permettant de centraliser les commandes, de mutualiser les livraisons et de garantir la qualité.
- **Le développement de plateformes locales** : pour relier producteurs et consommateurs, à l'échelle régionale et nationale.
- **Une gouvernance locale du numérique** : impliquant les associations et les coopératives dans la gestion des outils, afin d'éviter une dépendance aux opérateurs externes.

Le numérique peut alors devenir un outil d'autonomisation, mais seulement s'il est relié à une économie réelle et soutenu par des infrastructures logistiques. Sinon, il risque de renforcer les frustrations et d'accentuer l'écart entre aspirations et réalités.

5-Refonder la gouvernance territoriale

La cinquième condition réside dans la gouvernance. Les populations locales expriment une demande récurrente : être associées aux décisions qui les concernent. La reconstruction post-séisme ne peut réussir que si elle s'appuie sur un pacte territorial de co-construction.

Ce pacte suppose :

- a. Des espaces mixtes de décision : réunissant autorités, élus, associations, coopératives, jeunes et femmes.
- b. La transparence : accès public aux informations sur les budgets, les priorités et les résultats.
- c. La redevabilité : possibilité de demander des comptes aux institutions, avec des mécanismes de suivi participatif.
- d. La reconnaissance des savoirs locaux : intégration des pratiques coutumières dans la gouvernance moderne (gestion de l'eau, organisation des souks, entraide communautaire).

Les travaux d'Ostrom sur la gestion des biens communs montrent que les communautés locales, lorsqu'elles disposent de règles claires et d'un pouvoir réel, sont capables d'assurer une gouvernance efficace. Dans le contexte post-séisme, la refondation de la gouvernance territoriale constitue la condition clé pour passer d'une logique d'assistance imposée à une logique d'autonomie co-construite.

Ces cinq conditions dessinent une feuille de route pour la transition. Elles ne sont pas indépendantes mais interdépendantes : sans gouvernance inclusive, l'accompagnement échoue ; sans infrastructures éducatives, l'économie reste précaire ; sans logistique, le numérique se réduit à un outil de visibilité. L'enjeu est donc d'articuler ces conditions dans un projet cohérent, capable de transformer le séisme en opportunité de refondation territoriale.

5. Recommandations stratégiques

L'analyse des dynamiques post-séisme dans les provinces du Haut Atlas et de Taroudant met en évidence la nécessité d'un changement de paradigme. La reconstruction ne doit pas se limiter à la restauration des infrastructures matérielles ou à la distribution d'aides ; elle doit viser la construction d'une autonomie durable, inclusive et participative. Les recommandations qui suivent s'adressent à quatre catégories d'acteurs : l'État, la société civile, les bailleurs/ONG et les communautés locales. Elles visent à transformer l'assistanat en capacités, et la dépendance en co-construction.

5.1. Recommandations à l'État

1-Investir dans les infrastructures sociales et éducatives

L'État est appelé à jouer un rôle central dans la consolidation de la résilience territoriale, en veillant à ce que les infrastructures de base soient accessibles de manière équitable et durable : écoles, centres de santé, routes rurales, foyers Dar Talib et Dar Taliba, transport scolaire. Ces équipements ne devraient plus être considérés comme de simples aménagements mais comme des composantes essentielles d'un droit à l'inclusion territoriale. Dans les zones affectées, le déficit d'infrastructures ne doit plus être perçu comme une fatalité géographique, mais comme une inégalité à corriger.

Un effort soutenu et concerté en matière d'éducation est particulièrement prioritaire. L'éducation constitue une priorité — non seulement parce qu'elle ouvre la voie à l'apprentissage, mais parce qu'elle conditionne l'accès aux ressources économiques, à la mobilité sociale et à la participation citoyenne. À cet égard, les foyers pour élèves méritent d'être renforcés en moyens humains, matériels et sécuritaires, afin qu'ils puissent pleinement soutenir les élèves résidant en zones isolées. Par ailleurs, le transport scolaire doit être envisagé comme une obligation de service public dans les territoires enclavés, garantissant une continuité scolaire sans discrimination due à l'éloignement.

2-Promouvoir un cadre de gouvernance participative

La reconstruction post-séisme offre l'opportunité d'initier une refondation des pratiques de gouvernance territoriale. Il apparaît souhaitable que l'État favorise la création d'espaces institutionnels où les communautés locales, les associations et les coopératives puissent contribuer à la définition des priorités de développement. Ces instances, dotées d'un cadre juridique clair et d'une capacité d'influence réelle, permettraient d'assurer une meilleure articulation entre décisions publiques et besoins exprimés sur le terrain.

L'enjeu n'est pas de multiplier les consultations ponctuelles, mais de promouvoir une véritable culture de délibération territoriale. Inspirée par les expériences internationales en matière de budgets participatifs, la mise en place de dispositifs de suivi citoyen des projets pourrait constituer une piste pertinente. De tels mécanismes renforceraient la transparence et la redevabilité, tout en consolidant la confiance entre institutions et populations. En intégrant les habitants au cœur de la dynamique de reconstruction, il serait ainsi possible de réduire les perceptions de distance ou de dépendance, au profit d'une gouvernance partagée et durable.

**3-Réorienter l'aide
vers l'activation
économique**

L'aide publique, dans le contexte post-séisme, peut être pensée non pas comme une simple rente, mais comme un véritable tremplin vers l'autonomie et le développement. Une telle approche suppose d'adosser certains transferts sociaux à des dynamiques de formation, de coopération associative ou d'initiatives économiques locales. Par exemple, les soutiens accordés aux coopératives pourraient être associés à des engagements en matière de gestion collective et de transparence, afin de consolider leur légitimité et leur efficacité. De même, les dispositifs destinés aux jeunes pourraient gagner en pertinence en favorisant leur participation à des incubateurs de projets, à des chantiers communautaires ou à des programmes d'entrepreneuriat rural.

Cette logique rejoint celle de l'« activation » développée dans les politiques sociales nordiques⁸², où l'objectif n'est pas de réduire ou de restreindre l'aide, mais bien de l'orienter de manière à renforcer les capacités d'agir des bénéficiaires. Dans le cas marocain, une telle

⁸² Barbier, Jean-Claude. (2002). Peut-on parler d'« activation » de la protection sociale en Europe ? *Revue française de sociologie*, 43(2), 307–332.

perspective permettrait de transformer l'assistance en levier de responsabilisation et d'insertion, tout en respectant la dignité et les aspirations des populations locales.

4-Développer une stratégie numérique rurale

Le numérique apparaît désormais comme un levier stratégique pour accompagner la reconstruction et la résilience territoriale. Il gagnerait à être envisagé comme une véritable politique publique de développement rural, intégrée aux autres dimensions de l'action étatique. Une telle orientation suppose, d'une part, de garantir l'accès à la connectivité dans les zones enclavées, afin de réduire la fracture territoriale, et d'autre part, de soutenir la formation aux usages numériques, pour que les populations puissent transformer cet outil en ressource d'autonomisation. Dans cette perspective, la mise en place de hubs logistiques et numériques régionaux constituerait un appui structurant : ils permettraient de relier les initiatives locales – qu'il s'agisse de coopératives, de jeunes entrepreneurs ou d'acteurs associatifs – à des circuits économiques et éducatifs plus larges, leur donnant ainsi une viabilité durable. Le numérique ne saurait être réduit à une simple fonction d'information ou de communication ; il doit être pensé comme une infrastructure collective, au même titre que l'eau, l'éducation ou les routes, c'est-à-dire comme une condition de l'autonomie économique, éducative et citoyenne des territoires.

5.2. Recommandations à la société civile

1-Professionnaliser les associations et coopératives	Les associations et coopératives doivent être accompagnées dans un processus de professionnalisation. Cela implique de renforcer leurs compétences en gestion, en comptabilité, en marketing et en usage du numérique. Les formations doivent être continues, pratiques et adaptées au niveau des participants. La société civile doit également apprendre à travailler en réseau. Trop souvent, les associations agissent isolément, ce qui fragilise leur impact. Des fédérations locales ou régionales pourraient permettre de mutualiser les ressources, de partager les expériences et de peser davantage dans les négociations avec l'État et les bailleurs.
2-Développer des partenariats interrégionaux	La société civile locale ne doit pas se limiter à son territoire immédiat. Des partenariats interrégionaux et internationaux peuvent ouvrir des débouchés commerciaux, offrir des opportunités de formation et élargir les horizons d'action. Les associations de la diaspora marocaine, en particulier, représentent un relais stratégique : elles peuvent fournir des ressources financières, mais surtout des savoir-faire et des connexions aux marchés étrangers.
3-Promouvoir l'innovation sociale	Les associations doivent devenir des laboratoires d'innovation sociale. Cela signifie expérimenter de nouvelles formes d'organisation, de production et de solidarité, adaptées aux réalités locales. Par exemple, des coopératives numériques, des systèmes de microcrédit solidaire ou des ateliers de design collaboratif pourraient être testés. Dans cette perspective, l'innovation sociale consiste à créer des solutions nouvelles aux besoins sociaux, en impliquant directement les bénéficiaires dans le processus.

5.3. Recommandations aux bailleurs et ONG

1- Privilégier l'accompagnement de long terme	L'expérience du terrain montre que les interventions ponctuelles (distributions, formations brèves, foires) ont un impact limité. Les bailleurs et ONG doivent privilégier des programmes de long terme (au moins 2 à 3 ans), permettant d'accompagner les bénéficiaires dans la durée. L'objectif n'est pas seulement de « former », mais de suivre, évaluer, ajuster et consolider. Un dispositif de mentorat, associant experts, associations locales et bénéficiaires, pourrait être mis en place, garantissant une transmission de savoirs et une montée en compétences progressive.
2-Conditionner l'aide à la participation	Les bailleurs doivent éviter de reproduire les logiques d'assistanat. Une partie de l'aide pourrait être conditionnée à la participation active des bénéficiaires : contribution à des chantiers collectifs, implication dans des comités de gestion, suivi de formations. Cela permettrait d'ancrer l'aide dans une logique de coresponsabilité et non de dépendance.
3-Renforcer la coordination entre acteurs	L'un des problèmes récurrents observés est la duplication des efforts : plusieurs ONG interviennent dans le même domaine sans coordination, tandis que d'autres besoins restent insatisfaits. Une plateforme de coordination entre bailleurs, ONG, associations locales et autorités publiques devrait être instaurée, garantissant une meilleure répartition des ressources et une complémentarité des actions. Cette coordination est d'autant plus nécessaire que les ressources financières sont limitées : leur efficacité dépend de leur usage rationnel et synergique.

5.4. Recommandations aux communautés locales

- | | |
|--|--|
| 1-Valoriser les savoirs ancestraux | <p>Les communautés disposent de savoirs traditionnels précieux, en matière d'agriculture, de gestion de l'eau, d'artisanat ou de solidarité. Ces savoirs ne doivent pas être considérés comme des reliques, mais comme des ressources contemporaines. Leur valorisation peut renforcer l'identité collective et offrir des solutions adaptées aux contraintes locales.</p> <p>Par exemple, la réhabilitation des systèmes d'irrigation traditionnels (seguias, khattaras) peut compléter les solutions modernes, en assurant une gestion durable de l'eau.</p> |
| 2-Promouvoir la solidarité durable | <p>La solidarité spontanée observée après le séisme doit être institutionnalisée sous des formes durables : associations villageoises, caisses de solidarité, comités de gestion partagée. Ces structures permettent de maintenir un capital social actif, au-delà des moments de crise. Elles renforcent la confiance mutuelle et facilitent la mise en œuvre de projets collectifs.</p> |
| 3-S'organiser autour d'objectifs concrets | <p>Les communautés locales doivent éviter la dispersion des efforts. Plutôt que de multiplier de petites initiatives isolées, elles gagneraient à s'organiser autour d'objectifs communs : réhabiliter un canal d'irrigation, créer une coopérative de produits de terroir, développer un gîte rural. Ces projets concrets et mesurables permettent de mobiliser les habitants, de renforcer la cohésion et d'attirer l'appui des bailleurs.</p> |

Synthèse des recommandations stratégiques

Toutes ces recommandations convergent vers l'idée d'un pacte territorial. Ce pacte serait un cadre de co-construction réunissant l'État, la société civile, les bailleurs et les communautés. Il définirait des priorités communes, des mécanismes de décision partagée et des règles de redevabilité.

Un tel pacte ne doit pas être conçu comme un document technocratique, mais comme un processus vivant, nourri par la participation et la transparence. Il permettrait de transformer la reconstruction post-séisme en une opportunité de refondation démocratique et économique.

Comme l'a montré Ostrom⁸³, la gestion des biens communs repose sur la capacité des communautés à définir leurs propres règles, en interaction avec les institutions. Le pacte territorial constitue une traduction concrète de ce principe : il articule autonomie locale et responsabilité publique, solidarité communautaire et appui institutionnel.

Les recommandations présentées ne sont pas des prescriptions figées, mais des orientations stratégiques. Elles visent à éviter le piège du prolongement de l'assistanat et à favoriser le scénario de la co-construction territoriale. Leur mise en œuvre exige une volonté politique forte, une mobilisation de la société civile, un engagement durable des bailleurs et une participation active des communautés.

La reconstruction ne sera réussie que si elle devient une œuvre collective, où chacun trouve sa place et assume sa part de responsabilité.

La conclusion générale (section 5.6) précisera les enjeux de cette refondation et tracera les lignes d'un avenir partagé.

⁸³ Ostrom, Elinor. (2010). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press.

BIBLIOGRAPHIE

- Agrawal, Arun. (2001). Common property institutions and sustainable governance of resources. *World Development*, 29(10), 1649–1672. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(01\)00063-8](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(01)00063-8)
- Barbier, Jean-Claude. (2002). Peut-on parler d'« activation » de la protection sociale en Europe ? *Revue française de sociologie*, 43(2), 307–332.
- Bardin, Laurence. (2001). *L'analyse de contenu*. Paris : PUF.
- Bayat, Asef. (2010). *Life as politics: How ordinary people change the Middle East*. Stanford : Stanford University Press.
- Berque, Jacques. (1955). *Structures sociales du Haut Atlas*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Blumer, Herbert. (1969). *Symbolic interactionism: Perspective and method*. Englewood Cliffs, NJ : Prentice-Hall.
- Boltanski, Luc. (1990). *L'amour et la justice comme compétences : Trois essais de sociologie de l'action*. Paris : Métailié.
- Bourdieu, Pierre. (1979). *La distinction : Critique sociale du jugement*. Paris : Minuit.
- Bourdieu, Pierre, & Passeron, Jean-Claude. (1970). *La reproduction : Éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Minuit.
- Cardon, Dominique. (2010). *La démocratie Internet : Promesses et limites*. Paris : Seuil.
- Castells, Manuel. (2012). *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*. Cambridge : Polity Press.
- Castells, Manuel. (2000). *The rise of the network society* (2nd ed.). Oxford : Blackwell.
- Claval, Paul. (1995). *La géographie culturelle*. Paris : Nathan.
- Cornwall, Andrea. (2016). Women's empowerment: What works ? *Journal of International Development*, 26(3), 342–359.
- Cornwall, Andrea, & Edwards, Jenny. (2016). Introduction: Negotiating empowerment. *IDS Bulletin*, 47(1A), 1–10. <https://doi.org/10.19088/1968-2016.123>

Das, Veena. (2007). *Life and words: Violence and the descent into the ordinary*. Berkeley : University of California Press.

El Azzouzi, Rachida. (2023, 11 septembre). Au Maroc, « la montagne a été trop longtemps marginalisée ». *Mediapart*. <https://www.mediapart.fr/journal/international/110923/au-maroc-la-montagne-ete-trop-longtemps-marginalisee>

Escobar, Arturo. (1995). *Encountering development: The making and unmaking of the Third World*. Princeton : Princeton University Press.

Ferguson, James. (1990). *The anti-politics machine: "Development," depoliticization, and bureaucratic power in Lesotho*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

Folke, Carl. (2006). Resilience: The emergence of a perspective for social–ecological systems analyses. *Global Environmental Change*, 16(3), 253–267.

Fung, Archon, & Wright, Erik. (2003). *Deepening democracy: Institutional innovations in empowered participatory governance*. London : Verso.

Goetz, Anne Marie, & Jenkins, Rob. (2005). *Reinventing accountability: Making democracy work for human development*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.

Granovetter, Mark Sanford. (1985). Economic action and social structure: The problem of embeddedness. *American Journal of Sociology*, 91(3), 481–510. <https://doi.org/10.1086/228311>

Guisser, Salima. (2023, 4 octobre). Reconstruction post-séisme : L'approche doit impliquer les populations à toutes les phases. *Aujourd'hui Le Maroc*. <https://aujourd'hui.ma/societe/reconstruction-post-seisme-lapproche-doit-impliquer-les-populations-a-toutes-les-phases>

Hirschman, Albert Otto. (1970). *Exit, voice, and loyalty: Responses to decline in firms, organizations, and states*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Imbert, Geneviève. (2010). L'entretien semi-directif : À la frontière de la santé publique et de l'anthropologie. *Recherche en soins infirmiers*, 102, 23–34. <https://doi.org/10.3917/rsi.102.0023>

Kabeer, Naila. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435–464.

Kadiri, Zakaria. (2024, 29 octobre). Séisme : Kadiri décortique le programme de reconstruction. *ENASS*. <https://enass.ma/seisme-kadiri-decortique-le-programme-de-reconstruction/>

Kaufmann, Jean-Claude. (2011). *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.

Leresche, Jean-Philippe, & Nahrath, Stéphane. (2007). *Gouvernance territoriale : L'action publique à l'épreuve de la coordination*. Paris : L'Harmattan.

Mauss, Marcel. (2012). *Sociologie et anthropologie* (Édition originale 1925). Paris : PUF.

Miller, Daniel, Costa, Elisabetta, Haynes, Nell, McDonald, Tom, Nicolescu, Razvan, Sinan, Jolynna, Spyer, Juliano, Venkatraman, Shriram, & Wang, Xinyuan. (2016). *How the world changed social media*. Londres : UCL Press.

Moulaert, Frank, MacCallum, Diana, Mehmood, Abid, & Hamdouch, Abdelilah. (2013). *The international handbook on social innovation: Collective action, social learning and transdisciplinary research*. Cheltenham : Edward Elgar.

Norris, Fran H., Stevens, Susan P., Pfefferbaum, Betty, Wyche, Karen F., & Pfefferbaum, Rose L. (2008). Community resilience as a metaphor, theory, set of capacities, and strategy for disaster readiness. *American Journal of Community Psychology*, 41(1–2), 127–150. <https://doi.org/10.1007/s10464-007-9156-6>

Nussbaum, Martha Craven. (2011). *Creating capabilities: The human development approach*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Ostrom, Elinor. (2010). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press.

Porter, Michael Eugene. (1985). *Competitive advantage: Creating and sustaining superior performance*. New York : Free Press.

Putnam, Robert David. (1993). *Making democracy work: Civic traditions in modern Italy*. Princeton : Princeton University Press.

Quarantelli, Enrico Louis. (2005). Catastrophes are different from disasters: Some implications for crisis planning and managing drawn from Katrina. *Understanding Katrina: Perspectives from the Social Sciences*. Social Science Research Council.

Saaf, Abdallah. (2020). *L'État au révélateur de la COVID-19*. Rabat : Policy Center for the New South.

Sen, Amartya. (1999). *Development as freedom*. New York : Alfred A. Knopf.

Sintomer, Yves. (2007). *Le pouvoir au peuple: Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*. Paris : La Découverte.

Tierney, Kathleen. (2019). *Disasters: A sociological approach*. Medford, MA : Polity.

Van Dijk, Jan. (2006). *The network society: Social aspects of new media* (2^e éd.). Sage Publications.

Wisner, Ben, Blaikie, Piers, Cannon, Terry, & Davis, Ian. (2004). *At risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters*. London : Routledge.

« Bâtir avec les acteurs locaux des territoires vivants »

Migrations & Développement ; Fondée en 1986, Migrations & Développement (M&D) est une ONG franco-marocaine qui agit pour un développement local durable, inclusif, fondé sur la solidarité entre les territoires du Sud et du Nord. Née de l'engagement conjoint de migrants marocains et d'ingénieurs français, elle s'est construite autour d'une conviction forte : les communautés locales et la diaspora sont des acteurs clés de la transformation sociale et écologique des territoires, ici et là-bas.

Ancrée dans les aspirations des populations locales et des Marocains du Monde, M&D agit sur la préservation et la valorisation des ressources naturelles, l'agroécologie, la gouvernance inclusive, l'égalité femmes-hommes, la promotion de la jeunesse, l'activité économique. Par l'exemple, elle catalyse le changement social et essaime ses innovations au-delà des territoires où elle intervient.

Avec plus de 40 salarié·e·s réparti·e·s entre le Maroc et la France, M&D a contribué à améliorer durablement les conditions de vie de milliers de familles. Ses initiatives sont reconnues à l'international, par la confiance que lui accordent de grands bailleurs (Agence Française de Développement, Fondation de France, Union Européenne...), mais aussi par l'obtention du Grand Prix Luciole 2025 qui a récompensé son projet pilote dans le massif du Siroua pour son impact écologique et social exemplaire.

www.migdev.org